



Colline du Parlement (Édifice de l'Ouest)

# PLAN MINISTÉRIEL 2022 à 2023

**Services publics et Approvisionnement Canada**

---

Filomena Tassi, c.p., députée  
Ministre des Services publics et de l'Approvisionnement



Services publics et  
Approvisionnement Canada

Public Services and  
Procurement Canada

Canada

Numéro de catalogue : P1-33F-PDF

ISSN: 2371-8854

## Erratum

Les équivalents temps plein pour les exercices 2022 à 2023, 2023 à 2024 et 2024 à 2025 sous la Responsabilité essentielle Biens et infrastructure dans le tableau sur les équivalents temps plein à la page 41 de la version PDF et dans le HTML, ainsi que dans le tableau sur le Sommaire de la planification des ressources humaines pour les responsabilités essentielles et les services internes, à la page 60 de la version PDF et dans le HTML, ont été modifiés pour 4 841,19 (2022 à 2023), 4 826,31 (2023 à 2024) et 4 843,62 (2024 à 2025). Le sous-total et le total du tableau sur le Sommaire de la planification des ressources humaines à la page 60 de la version PDF et dans le HTML ont été ajustés pour refléter cette correction.



# Table des matières

<b>De la part de la ministre</b> .....	<b>1</b>
<b>Aperçu de nos plans</b> .....	<b>7</b>
<b>Responsabilités essentielles : résultats et ressources prévus et principaux risques</b> . . . .	<b>11</b>
Achat de biens et de services. ....	11
Paiements et comptabilité .....	22
Biens et infrastructure .....	28
Soutien à l'échelle du gouvernement. ....	42
Ombudsman de l'approvisionnement .....	49
<b>Services internes : résultats prévus</b> .....	<b>53</b>
<b>Dépenses et ressources humaines prévues</b> .....	<b>57</b>
Dépenses prévues .....	57
Ressources humaines prévues .....	60
Budget des dépenses par crédit voté .....	60
État des résultats condensé prospectif .....	60
<b>Renseignements ministériels</b> .....	<b>63</b>
Profil organisationnel .....	63
Raison d'être, mandat et rôle : composition et responsabilités .....	64
Contexte opérationnel .....	64
Cadre de présentation de rapports .....	64
<b>Renseignements connexes sur le répertoire des programmes</b> .....	<b>71</b>
<b>Tableaux de renseignements supplémentaires</b> .....	<b>73</b>
<b>Dépenses fiscales fédérales</b> .....	<b>75</b>
<b>Coordonnées de l'organisation</b> .....	<b>77</b>
<b>Annexe : définitions</b> .....	<b>79</b>
<b>Notes en fin d'ouvrage</b> .....	<b>83</b>





## De la part de la ministre

Je suis ravie de présenter le Plan ministériel 2022 à 2023 de Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC).

Près de deux ans après le début de la pandémie de COVID-19, la protection de la santé et de la sécurité des Canadiens demeure une priorité du gouvernement du Canada. SPAC continuera de jouer un rôle central dans notre réponse à la pandémie en achetant des fournitures essentielles, y compris des vaccins, des tests et des produits thérapeutiques.

Le travail de SPAC fera également progresser la réconciliation, la diversité et l'inclusion. Parmi ces efforts, mentionnons l'obligation pour les ministères et organismes fédéraux de faire en sorte qu'au moins 5 % de la valeur totale des contrats fédéraux revienne aux entreprises autochtones. De plus, le ministère mettra en œuvre

des initiatives visant à accroître la diversité des soumissionnaires pour les contrats gouvernementaux, y compris les petites entreprises et les entreprises dirigées par des Autochtones, des Canadiens noirs et racisés, des femmes, des Canadiens LGBTQ2 et d'autres groupes sous-représentés.

Afin d'accélérer la lutte contre les changements climatiques, SPAC rendra plus de véhicules zéro émission accessibles aux ministères clients et veillera à ce que les projets immobiliers maximisent le recours à l'électricité propre, les économies d'énergie et la réduction des gaz à effet de serre.

SPAC poursuivra son travail pour faciliter la réalisation d'un large éventail d'autres priorités du gouvernement. Par exemple, à l'appui de la politique de défense du Canada, *Protection, Sécurité, Engagement,*

SPAC réalisera des achats essentiels pour équiper les Forces armées canadiennes. Dans le cadre de la Stratégie nationale de construction navale, le ministère renouvellera la flotte fédérale canadienne de navires de combat et de navires non destinés au combat, afin d'offrir des avantages économiques aux Canadiens et de reconstruire le secteur de la construction navale du pays.

SPAC, qui gère environ 22 milliards de dollars d'achats par année, continuera de déployer des efforts pour moderniser ses processus d'approvisionnement. Par exemple, il poursuivra la mise en œuvre de la Solution d'achats électroniques afin qu'il soit plus facile pour les entreprises canadiennes de faire affaire avec le gouvernement. L'Initiative de modernisation des contrats du ministère, fondée sur les commentaires de la communauté des fournisseurs, visera à réduire la complexité des marchés publics.

Enfin, en collaboration avec des partenaires clés de l'ensemble du gouvernement, SPAC fera progresser la vision de l'avenir du travail pour les fonctionnaires fédéraux, laquelle définira leur environnement de travail postpandémique et les technologies à l'appui.

J'ai hâte de travailler avec les employés résilients et dévoués de SPAC à la réalisation de ces priorités et de nombreuses autres alors que nous continuons d'appuyer la réponse du gouvernement à la pandémie de COVID-19, que nous prenons des mesures concrètes pour lutter contre les changements climatiques et que nous rebâissons une économie pour tout le monde. 🍁

Filomena Tassi, c.p., députée  
Ministre des Services publics et de  
l'Approvisionnement

## Diversité et inclusion

SPAC s'est engagé à établir une culture d'inclusion et à fournir des services qui valorisent la diversité, luttent contre le racisme et s'attaquent aux obstacles systémiques. De 2022 à 2023, le ministère prendra des mesures pour promouvoir la diversité et l'inclusion à l'aide de diverses initiatives d'approvisionnement visant à apporter des avantages aux collectivités sous-représentées, à veiller à ce que les biens et les services achetés soient accessibles à tous et à accroître la diversité des soumissionnaires. SPAC renforcera son utilisation de l'analyse comparative entre les sexes plus dans l'approvisionnement afin de soutenir des initiatives d'approvisionnement inclusives. SPAC collaborera avec les communautés de fournisseurs sous-représentées pour concevoir un programme d'approvisionnement social et d'autres initiatives d'approvisionnement ciblées afin d'élargir les possibilités d'approvisionnement aux entreprises non traditionnelles.

Afin de respecter la *Loi canadienne sur l'accessibilité* et son règlement d'application, le ministère demeurera un chef de file dans la prestation d'un environnement bâti et de lieux de travail accessibles. SPAC utilisera les outils existants et tirera parti d'autres mécanismes, comme les contrats de gestion immobilière du secteur privé, pour mettre en œuvre la prochaine phase des évaluations techniques de l'accessibilité du portefeuille de biens immobiliers appartenant à l'État de SPAC. Cela créera un point de référence et permettra au ministère d'établir un plan d'action à long terme pour améliorer l'accessibilité dans l'environnement bâti.

En 2022 à 2023, SPAC continuera d'offrir des services linguistiques aux Canadiens dans les deux langues officielles, les langues des signes et d'autres langues parlées partout au Canada, ainsi que des services d'interprétation à distance vidéo en langue des signes. Grâce à la prestation de services d'interprétation en *American Sign Language* et en langue des signes québécoise, le ministère continuera d'appuyer les efforts du gouvernement du Canada pour promouvoir la diversité et l'inclusion lors d'événements majeurs.



Veiller à ce que les immeubles et lieux de travail fédéraux soient accessibles est une priorité de SPAC

## Réconciliation

L'approvisionnement fédéral est un levier important pour favoriser la réconciliation, car il offre d'importantes possibilités économiques aux entreprises et aux peuples autochtones. De 2022 à 2023, SPAC travaillera en étroite collaboration avec le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada et Services aux Autochtones Canada, ainsi qu'avec des partenaires autochtones et d'autres ministères pour faire avancer les travaux en vue d'atteindre la cible consistant à attribuer un minimum de 5 % de la valeur des contrats fédéraux à des entreprises gérées et dirigées par des Autochtones.

Les équipes de l'approvisionnement et de l'engagement des fournisseurs dans les six bureaux régionaux de SPAC au Canada (Pacifique, Ouest, Ontario, région de la capitale nationale, Québec et Atlantique) continuent d'être à l'avant-garde des efforts visant à accroître la participation des entreprises détenues ou dirigées par des Autochtones à l'approvisionnement du gouvernement fédéral. À titre d'exemple, de 2022 à 2023, un processus d'approvisionnement en cours pour l'assainissement d'une enveloppe de bâtiments à la Citadelle de Québec, y compris la résidence du gouverneur général du Canada, comprendra un plan de participation des Autochtones élaboré en collaboration avec les communautés autochtones locales. Les plans de participation des Autochtones peuvent comprendre des possibilités d'emploi, de perfectionnement des compétences et de formation pour les Autochtones, des possibilités de sous-traitance pour les entreprises autochtones et d'autres avantages indirects dans les localités.

Au cours de la prochaine année, SPAC s'efforcera de maintenir sa capacité à fournir des services de traduction et d'interprétation dans les langues autochtones les plus demandées, ce qui améliorera la visibilité des peuples autochtones et appuiera leurs efforts pour se réappropriier, revitaliser et renforcer des langues autochtones comme fondement de la culture et de l'identité.



Espace des peuples autochtones (100, rue Wellington, Ottawa)

## Gouvernement vert

En qualité de fournisseur de services communs pour l'approvisionnement, SPAC appuie les objectifs d'écologisation du gouvernement par ses activités d'approvisionnement au nom des ministères et organismes fédéraux. De 2022 à 2023, parmi ses diverses initiatives liées à l'approvisionnement, le ministère s'efforcera d'accroître l'approvisionnement en produits de plastique durables et en produits de remplacement du plastique, ainsi que de réduire les déchets d'emballage en plastique, grâce à l'utilisation d'une terminologie uniformisée en matière d'approvisionnement. De plus, SPAC continuera d'intégrer des facteurs environnementaux dans l'élaboration d'instruments d'achat à usage commun, en particulier ceux qui permettent l'adoption de véhicules zéro émission (VZE) dans l'ensemble des parcs automobiles du gouvernement. Afin d'atteindre l'objectif visant à ce que 80 % des parcs automobiles soient constitués de VZE d'ici 2030, SPAC procédera à la conversion du parc interministériel de véhicules en VZE lorsque cela est faisable sur le plan opérationnel et lorsque l'infrastructure existe. Afin d'accélérer la réduction des gaz à effet de serre associés aux véhicules du parc automobile du gouvernement, le ministère continuera d'installer des bornes de recharge pour voitures électriques dans bon nombre de ses immeubles appartenant à l'État ou loués.

SPAC fera progresser les stratégies de mise en œuvre de la carboneutralité d'ici 2030 pour chaque actif de son portefeuille, notamment l'inclusion d'une analyse des gaz à effet de serre dans le Rapport d'analyse des investissements. Plusieurs activités sont en cours conformément à la Stratégie pour un gouvernement vert, comme le Plan de portefeuille neutre en carbone et zéro émission nette de SPAC, l'Initiative d'électricité propre, les études sur la carboneutralité pour les immeubles et le Programme d'acquisition de services énergétiques. Ces activités contribueront au progrès importants déjà réalisés jusqu'ici en vue d'atteindre la cible énoncée dans la Stratégie pour un gouvernement vert, soit de réduire de 90 % les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050.



Borne de recharge pour véhicules électriques à la Place du Portage à Gatineau (Québec)





Espace cotravailIGC à la Place du Portage à Gatineau (Québec)

## Aperçu de nos plans

De 2022 à 2023, Services publics et Approvisionnement Canada prendra les mesures suivantes :

### Achat de biens et de services

- Soutenir la réponse du gouvernement du Canada à la pandémie de COVID-19 par l'acquisition de biens et de services essentiels.
- Favoriser la mise en œuvre des initiatives de modernisation de l'approvisionnement, y compris la Solution d'achats électroniques, la modernisation des contrats, le régime de gestion du rendement des fournisseurs et un nouveau service d'appels d'offres sur AchatsCanada afin de mieux servir les clients et les fournisseurs.
- Poursuivre la réalisation d'initiatives pangouvernementales visant à accroître la diversité des soumissionnaires pour les marchés publics, notamment par l'élaboration d'un programme d'approvisionnement social.
- Accroître la participation des Autochtones en mettant en œuvre de nouvelles approches pour l'attribution de contrats à des entreprises dirigées ou détenues par des Autochtones, et en intégrant des plans de participation des Autochtones dans les approvisionnements.
- Poursuivre les efforts, dans le cadre d'une approche pangouvernementale, visant à éliminer le travail forcé des chaînes d'approvisionnement canadiennes et veiller à ce que les entreprises canadiennes qui exercent leurs activités à l'étranger ne contribuent pas aux violations des droits de la personne.

### Achat de biens et de services (suite)

- Accorder la priorité aux efforts visant à promouvoir les achats écologiques, notamment en mettant l'accent sur les produits réutilisables et recyclables dans les processus d'approvisionnement fédéraux à l'appui de l'objectif du gouvernement du Canada de zéro déchet de plastique.
- Réaliser des achats clés à l'appui de la politique de défense du Canada, [Protection, Sécurité, Engagement](#)<sup>i</sup>, y compris l'attribution d'un contrat pour remplacer la flotte d'avions de chasse CF-18.
- Collaborer avec d'autres ministères et l'industrie pour mettre en œuvre la [Stratégie nationale de construction navale](#)<sup>ii</sup>, qui vise à renouveler la flotte fédérale canadienne de navires de combat et non destinés au combat, à procurer des avantages économiques aux Canadiens et à reconstruire l'industrie de la construction navale de notre pays.

### Paiements et comptabilité

- Réaliser des progrès dans la résolution des problèmes de paye en suspens pour les fonctionnaires au moyen de projets et d'initiatives approuvés, et s'efforcer d'améliorer la conformité à la norme de service pour les opérations entrantes de paye.
- Offrir des services de grande qualité, axés sur le client, en atteignant les objectifs de prestation de services, en assurant l'intégrité permanente des données relatives aux pensions et en élargissant les capacités de service numérique, de sorte que plus de 935 000 participants actifs et retraités des régimes de retraite administrés par SPAC puissent accéder facilement aux renseignements sur les pensions et recevoir des paiements de pension exacts et en temps opportun.

### Biens et infrastructure

- Faire avancer les initiatives en matière de durabilité, d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets et d'écologisation du gouvernement pour les biens immobiliers et les infrastructures de SPAC en intégrant le développement durable, l'utilisation de l'électricité propre, la réduction de l'énergie et la réduction des gaz à effet de serre dans le processus décisionnel, la planification et l'exécution de projets immobiliers.
- Faire progresser la définition de l'environnement de travail postpandémique en ce qui concerne l'effectif, le milieu de travail et l'organisation du travail.
- Poursuivre la mise en œuvre de la stratégie Laboratoires Canada qui vise à fournir aux scientifiques fédéraux des installations scientifiques et technologiques de pointe, axées sur la collaboration, accessibles et durables.
- Poursuivre la réhabilitation de la cité parlementaire conformément à la vision et au plan à long terme.
- Continuer d'améliorer les points de passage dans la région de la capitale nationale et poursuivre les évaluations et la planification associées à un sixième point de passage afin d'assurer la santé et la sécurité des utilisateurs et de réduire davantage les émissions de gaz à effet de serre.

### Soutien à l'échelle du gouvernement

- S'adapter au rythme rapide de la transformation numérique des services linguistiques, grâce à l'expérimentation liée à l'intelligence artificielle et la collaboration avec d'autres ministères et organismes gouvernementaux pour accroître l'interprétation à distance pour les langues officielles, autochtones et étrangères ainsi que l'interprétation à distance vidéo pour les langues des signes.
- Améliorer et faire évoluer les solutions et les services pangouvernementaux en offrant des environnements agiles et numériques comme l'infonuagique, en augmentant la capacité de traitement de l'information et en intégrant des outils modernes qui aident à répondre aux besoins opérationnels du gouvernement du Canada.
- Améliorer le Programme de sécurité des contrats et le Programme des marchandises contrôlées afin de tenir compte de l'évolution de la menace externe, et d'élaborer une approche de prestation axée davantage sur le client pour protéger les renseignements et les biens gouvernementaux sensibles et stratégiques auxquels le secteur privé a accès.
- Étudier la possibilité de mettre au point de meilleurs outils à l'appui d'une diligence raisonnable accrue des fournisseurs afin de protéger davantage l'intégrité du système d'approvisionnement fédéral.

### Ombudsman de l'approvisionnement

Tout en demeurant indépendant des organisations fédérales, y compris de SPAC, le Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA) fera ce qui suit :

- Examiner les pratiques d'approvisionnement des organisations fédérales afin de promouvoir l'équité, l'ouverture et la transparence.
- Examiner les plaintes des fournisseurs canadiens et formuler des recommandations d'indemnisation, s'il y a lieu.
- Offrir des services de règlement extrajudiciaire des différends qui offrent aux fournisseurs et aux organisations fédérales l'occasion de se réunir dans un contexte neutre dans le but de trouver des solutions, de préserver les relations d'affaires et d'éviter les litiges coûteux.
- Transmettre l'information relative à l'approvisionnement aux organisations fédérales et aux fournisseurs canadiens afin de promouvoir la simplicité et la transparence du processus d'approvisionnement fédéral.

Pour de plus amples renseignements sur les plans de Services publics et Approvisionnement Canada, consulter la section « [Responsabilités essentielles : résultats et ressources prévus et principaux risques](#) » du présent rapport. 🍁





Des livraisons supplémentaires de bateaux de sauvetage sont prévues en 2022 à 2023

## Responsabilités essentielles : résultats et ressources prévus et principaux risques

Cette section contient des renseignements sur les ressources et les résultats prévus du ministère pour chacune de ses responsabilités essentielles. Elle contient également des renseignements sur les principaux risques liés à l'atteinte de ces résultats.

### Achat de biens et de services

SPAC achète des biens et des services pour le compte du gouvernement du Canada.

### Faits saillants de la planification

**Résultat ministériel :** *Les organisations fédérales disposent des produits et des services dont elles ont besoin, au moment opportun, et au meilleur rapport qualité-prix.*

À titre d'acheteur central du gouvernement du Canada, SPAC gèrera l'approvisionnement en biens et services d'une valeur d'environ 22 milliards de dollars au nom des ministères et organismes fédéraux.

Cela comprend les biens et les services requis pour appuyer la réponse continue du gouvernement du Canada à la pandémie de COVID-19, y compris les tests, l'équipement de protection individuelle, les fournitures médicales, les produits thérapeutiques et les vaccins. En ce qui concerne l'achat de vaccins, SPAC collaborera avec les fournisseurs de vaccins pour s'assurer que tous les Canadiens, tant les adultes que les enfants, ont accès aux vaccins de rappel et aux vaccins de deuxième génération, au besoin.



Livraison au Canada de 1 million de doses de vaccins contre la COVID-19

De 2022 à 2023, SPAC fera progresser la mise en œuvre des initiatives de modernisation de l’approvisionnement afin de prendre en compte les pratiques exemplaires modernes et d’obtenir le meilleur rapport qualité-prix dans le cadre de l’approvisionnement. La mise en œuvre progressive du régime de gestion du rendement des fournisseurs se poursuivra, avec l’analyse des données découlant du projet pilote initial et des consultations auprès des intervenants de l’industrie, en prévision d’une deuxième vague de projets pilotes. Le gouvernement du Canada sera ainsi mieux placé pour faire affaire avec des fournisseurs qui offrent un bon rendement et optimisent les ressources au profit des Canadiens, ce qui renforcera la gérance et l’intégrité de l’approvisionnement fédéral.

De 2022 à 2023, l’acquisition de matériel maritime et de défense continuera d’être une priorité pour le ministère, ce qui

inclut les acquisitions clés à l’appui de la politique de défense du Canada, Protection, Sécurité, Engagement<sup>iii</sup>, et de la Stratégie nationale de construction navale<sup>iv</sup> (SNCN). Plus important encore, dans le cadre d’un processus d’approvisionnement ouvert et concurrentiel, le ministère attribuera un contrat pour le remplacement de la flotte de chasseurs CF-18 du Canada. SPAC poursuivra la réalisation d’initiatives importantes, comme la livraison du troisième navire de patrouille extracôtier et de l’Arctique, tout en poursuivant le processus d’ajout d’un troisième chantier naval canadien dans le cadre de la SNCN. Le ministère prévoit également attribuer des contrats à l’appui de nombreux autres projets et programmes maritimes et de défense, y compris le projet Avion stratégique de transport et de ravitaillement en vol, le projet de Système d’aéronefs télépilotes, le Programme de formation du personnel navigant de l’avenir, le projet de modernisation des véhicules logistiques et le projet des navires polyvalents.



Dans le cadre d’un processus ouvert et concurrentiel, le ministère octroiera un contrat pour le remplacement de la flotte de chasseurs à réaction CF-18

Le ministère poursuivra ses travaux liés à l'approche d'approvisionnement en matière de défense axée sur les risques, qui permet au gouvernement de conclure plus rapidement des contrats et des ententes contractuelles à faible risque et de complexité faible ou moyenne pour les approvisionnements en matière de défense. L'approche, qui a d'abord fait l'objet d'un projet pilote de novembre 2018 à avril 2020, a par la suite été prolongée pour une période supplémentaire de cinq ans, après avoir donné des résultats préliminaires prometteurs. Les objectifs de l'approche, qui est mise en œuvre par SPAC en partenariat avec le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada et le ministère de la Défense nationale, sont de permettre au Conseil du Trésor de concentrer son approbation sur les contrats à risque élevé et dans la mesure du possible, rationaliser les approvisionnements en matière de défense effectués par SPAC. SPAC travaille en collaboration avec le ministère de la Défense nationale à l'élaboration d'un cadre d'évaluation qui devrait être terminé au cours de l'exercice 2022 à 2023, en prévision d'une évaluation de l'approche axée sur les risques pour l'approvisionnement en matière de défense qui devrait commencer au cours de l'exercice 2023 à 2024.

**Résultat ministériel :** *Les achats du gouvernement sont facilement accessibles, justes et transparents pour les fournisseurs.*

SPAC poursuivra la mise en œuvre de la Solution d'achats électroniques (SAE) qui constitue un élément clé de son programme de modernisation de l'approvisionnement. Il s'agit d'une

solution d'approvisionnement accessible et de calibre mondial qui permettra d'obtenir de meilleurs résultats pour les Canadiens et de faciliter la conclusion d'affaires entre les entreprises canadiennes et le gouvernement. Le ministère continuera d'adapter sa stratégie de transformation et son plan de mise en œuvre pour que ses besoins changeants puissent être satisfaits. Au fur et à mesure de l'adoption progressive de la SAE, le ministère collaborera étroitement avec les principaux intervenants afin de veiller à ce que les utilisateurs aient les outils et le soutien nécessaires pour adopter le nouveau système.

De 2022 à 2023, le site Web AchatsCanada de SPAC deviendra le service électronique d'appels d'offres officiel du gouvernement du Canada, ainsi que le point d'accès unique pour les appels d'offres des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux, ainsi que les appels d'offres pour les municipalités, les établissements universitaires, les écoles et les hôpitaux.

SPAC établira un centre d'expertise en analyse des données sur l'approvisionnement afin de renforcer la capacité du ministère en matière de conception et de production de rapports sur les programmes d'approvisionnement fondés sur des données probantes, ainsi que sa capacité d'effectuer des recherches pour mesurer l'efficacité des initiatives d'approvisionnement nouvelles et existantes.

Le ministère réalisera des progrès dans la mise en œuvre de l'Initiative de modernisation des contrats, qui vise à assurer l'uniformité et une moins grande complexité des marchés publics

en fonction des commentaires de la communauté des fournisseurs, afin de rendre le processus d'approvisionnement moins fastidieux pour les fournisseurs. De 2022 à 2023, SPAC mettra à l'essai ce nouveau modèle contractuel sur un volume plus élevé d'approvisionnements et mettra en œuvre des pratiques exemplaires.

**Résultat ministériel :** *Les achats du gouvernement appuient les objectifs économiques, environnementaux et sociaux du Canada.*

L'augmentation de la participation des entreprises autochtones à l'approvisionnement fédéral fait partie intégrante du programme de réconciliation du gouvernement et crée des possibilités économiques pour les peuples autochtones. Cela comprend notamment la cible consistant à attribuer au moins 5 % de la valeur des contrats du gouvernement fédéral à des entreprises gérées et dirigées par des Autochtones. De 2022 à 2023, SPAC, le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada et Services aux Autochtones Canada continueront de travailler en étroite collaboration avec les partenaires autochtones et d'autres ministères fédéraux afin d'élaborer une politique et un cadre de reddition de comptes pour appuyer la mise en œuvre de cette cible à l'échelle du gouvernement.

Les bureaux régionaux de SPAC partout au Canada contribuent énormément aux efforts ministériels visant à accroître la participation des fournisseurs autochtones aux approvisionnements fédéraux. De 2022 à 2023, l'équipe de soutien des traités modernes de SPAC,

située dans la région de l'Ouest du ministère, appuiera la mise en œuvre de la Directive sur les marchés de l'État, y compris les baux immobiliers, dans la région du Nunavut, en contribuant à l'élaboration et à la mise en œuvre des clauses et des modèles nationaux. Les équipes d'approvisionnement de la région de l'Ouest et du Pacifique travailleront également en étroite collaboration avec des partenaires autochtones à des projets d'assainissement dans le Nord afin d'améliorer les stratégies d'approvisionnement et les plans de participation des Autochtones dans le but d'accroître les débouchés pour les entreprises autochtones locales. De plus, Soutien en approvisionnement Canada de SPAC collabore avec le Conseil pour l'avancement des agents de développement autochtones afin d'accroître la compréhension de l'approvisionnement au sein de la communauté entrepreneuriale autochtone par l'élaboration conjointe de nouveaux outils et soutiens pour les agents de développement économique et les dirigeants communautaires, en tenant compte du point de vue des Autochtones.

De 2022 à 2023, SPAC se concentrera encore davantage sur des initiatives visant à accroître la diversité des soumissionnaires. Le ministère mettra en œuvre un programme d'approvisionnement social à l'appui de sa politique d'approvisionnement social. Le programme aidera les agents d'approvisionnement à systématiquement intégrer des critères socioéconomiques dans les processus d'approvisionnement et à atteindre d'ambitieux résultats en matière



Étudiants anishinaabe en archéologie dans le cadre d'un projet en partenariat avec SPAC et le Musée canadien de l'histoire

d'approvisionnement social. Le programme d'approvisionnement social reposera sur la politique d'approvisionnement social, qui a été élaborée et mise en œuvre par SPAC en 2021 afin d'accroître la participation des fournisseurs sous-représentés dans le processus d'approvisionnement fédéral. De plus, SPAC créera un programme axé sur l'approvisionnement auprès d'entreprises détenues ou exploitées par des Noirs afin d'accroître la participation des entrepreneurs noirs aux chaînes d'approvisionnement fédérales. SPAC tirera activement parti des réseaux

d'intervenants établis et en créera de nouveaux pour réellement mobiliser les participants qui sont habituellement sous-représentés dans les marchés fédéraux afin d'en apprendre davantage sur leurs activités et leurs besoins. Ces précieuses connaissances serviront à élargir encore plus les programmes et les initiatives d'approvisionnement social ciblés et efficaces au sein du ministère. De 2022 à 2023, le bureau de la région de la capitale nationale de Soutien en approvisionnement Canada organisera également des événements virtuels

à grande échelle axés sur des groupes socioéconomiques prioritaires, réunissant des programmes de soutien aux petites entreprises dans les domaines de l'approvisionnement, du financement, de l'innovation, des exportations, du mentorat et plus encore. Les bureaux régionaux de SPAC se concentreront également sur le soutien de la diversité des soumissionnaires, y compris la région de l'Ontario, qui prévoit tenir plusieurs forums d'information thématiques sur l'innovation ciblant le soutien aux groupes sous-représentés.

De 2022 à 2023, le ministère poursuivra ses efforts pour atténuer les risques liés au travail forcé et à la traite de personnes dans les chaînes d'approvisionnement fédérales. Dans le cadre de ses engagements en vertu de la Stratégie nationale de lutte contre la traite des personnes, SPAC élaborera des exigences pour les fournisseurs de biens à risque élevé afin d'atténuer les préoccupations potentielles dans leur chaîne d'approvisionnement.

Le ministère s'efforcera d'intégrer davantage les facteurs liés à l'accessibilité dans l'approvisionnement fédéral. Pour appuyer cet objectif, SPAC élaborera du matériel d'apprentissage à l'intention des spécialistes de l'approvisionnement, établira une communauté de pratique fédérale afin d'accroître l'accessibilité de l'approvisionnement à l'échelle du gouvernement du Canada et lancera une série d'activités d'apprentissage, y compris un camp d'entraînement sur l'approvisionnement accessible, pour la communauté de l'approvisionnement fédéral.

En ce qui concerne l'approvisionnement écologique, de 2022 à 2023, SPAC évaluera les options pour accroître l'utilisation d'une terminologie uniformisée pour l'emballage durable et la durabilité des biens en ce qui a trait aux exigences relatives au contenu recyclé. SPAC évaluera aussi comment ses instruments d'approvisionnement partagés peuvent être mis à profit pour accélérer le déploiement de technologies propres, en collaboration avec le Carrefour de la croissance propre d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada et d'autres partenaires. De plus, le ministère appuiera l'adoption de véhicules zéro émission dans l'ensemble des parcs de véhicules du gouvernement en augmentant la disponibilité de ces véhicules dans ses offres à commandes. Le ministère fera progresser son projet d'approvisionnement à faibles émissions de carbone, qui vise à élaborer des méthodes et des outils scientifiques pour mesurer les émissions de gaz à effet de serre associées aux biens et services achetés par SPAC. Alors que ce projet de trois ans tire à sa fin, SPAC mettra à l'essai et examinera les méthodes proposées avec les intervenants et les industries; mettra au point des outils sur la façon de tenir compte des émissions de gaz à effet de serre et des avantages environnementaux dans le processus d'approvisionnement; et s'efforcera d'intégrer des outils et des calculs dans les approvisionnements par l'intermédiaire de la Solution d'achats électroniques.

Enfin, en faisant progresser la [Stratégie nationale de construction navale](#)<sup>v</sup> (SNCN) du gouvernement du Canada, SPAC et les ministères partenaires généreront

La Stratégie nationale de construction navale<sup>vi</sup> (SNCN) continue de revitaliser le secteur maritime du Canada, en créant des emplois et en générant des avantages socioéconomiques et de la prospérité dans les collectivités partout au pays. En tant que pilier de la Stratégie, des possibilités de construction de petits navires sont offertes aux chantiers navals et aux entreprises canadiennes partout au pays. En 2020, le gouvernement du Canada a attribué de nouveaux contrats de construction de petits navires d'une valeur d'environ 40,3 millions de dollars, et tous ces travaux sont exécutés par de petites et moyennes entreprises comptant moins de 250 employés à temps plein. De 2022 à 2023, SPAC fera progresser ce pilier de la SNCN selon les grandes étapes prévues, y compris des livraisons supplémentaires de bateaux de recherche et de sauvetage pour la Garde côtière canadienne, et les premières livraisons de gros remorqueurs navals pour le ministère de la Défense nationale.

d'importantes retombées économiques partout au pays. Les divers programmes de travail dans le cadre de la Stratégie créent ou maintiennent des emplois dans l'économie canadienne et font aussi participer les petites et moyennes

entreprises canadiennes grâce à l'attribution de contrat pour des projets liés à la SNCN, le cas échéant.

### **Analyse comparative entre les sexes plus**

Le ministère a recours à l'analyse comparative entre les sexes plus (ACS Plus) dans l'élaboration de politiques et d'outils d'approvisionnement. Au cours de l'exercice, SPAC intégrera à plus grande échelle l'ACS Plus dans ses processus d'approvisionnement, notamment par la mise en œuvre d'un programme d'approvisionnement social. Les initiatives de modernisation de l'approvisionnement et d'inclusion viseront à améliorer les possibilités pour les groupes sous-représentés de participer à la chaîne d'approvisionnement du gouvernement fédéral et à éliminer les obstacles à la participation, en particulier pour les personnes handicapées. Ces activités seront particulièrement importantes compte tenu du contexte de la reprise économique après la COVID-19.

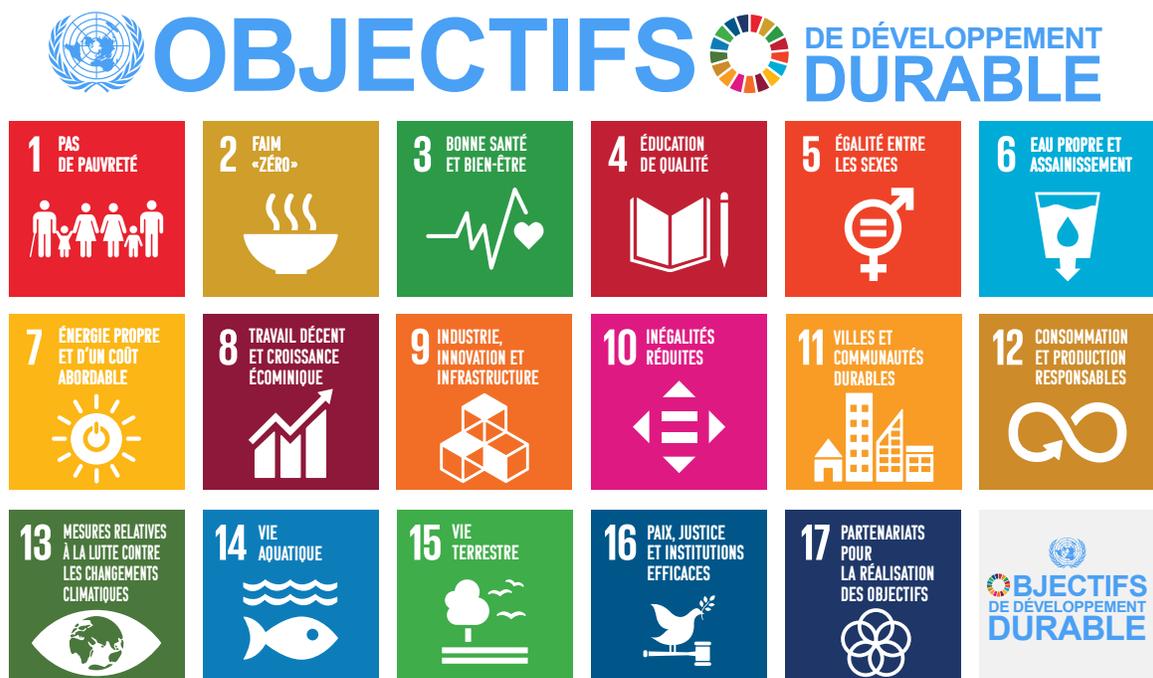
Dans le cadre de la Solution d'achats électroniques, l'analyse ACS Plus effectuée à l'étape de la planification a permis de cerner une occasion d'améliorer les décisions en tenant compte de leurs répercussions potentielles sur l'équité et l'inclusion. De plus, une technologie améliorée qui rend les processus d'approvisionnement plus clairs, plus accessibles et moins fastidieux devrait avoir un effet positif dans le domaine de l'accessibilité.

## Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies (NU) et objectifs de développement durable des NU

Les activités prévues par SPAC dans le cadre de sa responsabilité essentielle en matière d'achat de biens et de services soutiennent les efforts du Canada afin de se conformer au Programme 2030 des Nations Unies et aux objectifs de développement durable (ODD). Les initiatives et les programmes divers, comme la modernisation de l'approvisionnement, les stratégies d'approvisionnement inclusives, le centre de ressources en approvisionnement accessible et l'intégration des plastiques et des produits de remplacement durables, contribuent à ce qui suit :

- parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles (ODD 5, cible 5.5);
- promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous (ODD 8, cible 8.3 et cible 8.7);
- établir des modes de consommation et de production durables (ODD 12, cible 12.7);
- prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions (ODD 13, cible 13.2).

De plus amples informations sur les ODD sont disponibles sur le [site Web des Nations Unies<sup>vii</sup>](#).



Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies (NU) et objectifs de développement durable des NU

## Principaux risques

### Approvisionnement maritime et de défense

Il existe un risque que les complexités inhérentes à l'approvisionnement maritime et de défense, en plus des conséquences de la pandémie de COVID-19, rendent difficile l'atteinte dans les délais impartis des objectifs de la politique de défense Protection, Sécurité, Engagement<sup>viii</sup> et de la Stratégie nationale de construction navale<sup>ix</sup>. Afin d'atténuer ce risque, SPAC apporte continuellement des améliorations à l'approvisionnement maritime et de défense, tire parti des comités de gouvernance interministériels, embauche et forme de nouveaux employés spécialisés en approvisionnement, continue de collaborer étroitement avec les partenaires et les intervenants, y compris ceux des secteurs de la défense et de la marine en utilisant des outils et des technologies novateurs pour travailler virtuellement, s'il y a lieu, et poursuit la mise en œuvre des principes de l'Initiative de soutien<sup>x</sup>.

### Modernisation de l'approvisionnement

Le ministère lance un certain nombre d'initiatives de transformation pour rendre les processus d'approvisionnement plus faciles et plus accessibles pour les fournisseurs et les acheteurs. Les initiatives de modernisation de l'approvisionnement visent à prendre en compte les pratiques exemplaires modernes, les leçons retenues et l'optimisation des ressources. Ces initiatives comprennent la mise en œuvre de la Solution d'achats électroniques, d'un régime de gestion du rendement des fournisseurs et de l'Initiative de modernisation des contrats. Il

y a un risque que SPAC ne soit pas en mesure de procéder à la modernisation de l'ensemble de ses processus et outils d'approvisionnement en temps opportun et dans la mesure souhaitée. Pour atténuer ce risque, le ministère mettra à l'essai de nouvelles approches dans les secteurs où elles auront le plus d'impact, déterminera les possibilités de tirer des leçons avant la mise en œuvre générale et aidera l'effectif de l'approvisionnement à s'adapter aux nouveaux processus et outils.

### Gestion du changement

Des changements profonds sont en cours pour rendre les processus d'approvisionnement plus faciles et plus accessibles pour les fournisseurs et les acheteurs, et pour générer des résultats positifs sur le plan socioéconomique et de la durabilité environnementale. Compte tenu du rythme et de l'ampleur des changements, le personnel du ministère chargé de l'approvisionnement risque d'avoir de la difficulté à s'adapter à des processus, des facteurs et des outils nouveaux alors que SPAC entreprend d'un seul coup un tel programme de transformation. Cela pourrait avoir un effet négatif sur la réalisation des avantages découlant de ces initiatives de transformation, sur les coûts associés à ces initiatives, ainsi que sur la prestation en temps opportun de services d'approvisionnement aux ministères. Pour atténuer ce risque, SPAC veillera à ce que des stratégies de gestion du changement solides et consultatives soient mises en œuvre. De plus, le ministère veillera à ce que les plans de mise en œuvre établis soient robustes et comportent des jalons et des produits livrables clairement énoncés.

## Résultats prévus pour Achat de biens et de services

Résultat ministériel 2022 à 2023	Indicateur de rendement 2022 à 2023	Résultat réel 2018 à 2019	Résultat réel 2019 à 2020	Résultat réel 2020 à 2021	Cible pour 2022 à 2023	Date d'atteinte de la cible
Les organisations fédérales disposent des produits et des services dont elles ont besoin, au moment opportun et au meilleur rapport qualité prix.	Pourcentage de la satisfaction globale des clients à l'égard des services d'approvisionnement de SPAC.	84 %	S. O. <sup>1</sup>	90 %	Au moins 80 %	31 mars 2023
	Pourcentage des contrats originaux d'une complexité de niveau 1 (de base) attribués dans les délais prescrits.	80,8 %	78 %	78 %	Au moins 85 %	31 mars 2023
	Pourcentage des contrats originaux d'une complexité de niveau 2 (normal) attribués dans les délais prescrits.	71,1 %	75 %	81 %	Au moins 80 %	31 mars 2023
	Coût des services d'approvisionnement par 100 \$ de contrat.	1,65 \$	1,42 \$	1,50 \$	Au plus 1,75 \$	31 mars 2023
	Pourcentage de processus d'approvisionnement concurrentiels par rapport aux contrats à fournisseur unique.	81 %	80 %	76 %	Au moins 80 %	31 mars 2023
	Pourcentage de processus d'approvisionnement concurrentiels complexes pour lesquels au moins deux soumissions satisfaisantes ont été reçues (niveaux 3 à 5). <sup>2</sup>	S. O.	S. O.	S. O.	Au moins 62 % <sup>3</sup>	31 mars 2023
Les achats du gouvernement sont facilement accessibles, justes et transparents pour les fournisseurs.	Pourcentage des fournisseurs qui considèrent le processus d'approvisionnement comme étant facilement accessible.	72 %	84 %	87 %	Au moins 80 %	31 mars 2023
	Pourcentage des fournisseurs qui considèrent le processus d'approvisionnement comme étant juste et transparent.	56 %	82 %	85 %	Au moins 80 %	31 mars 2023
Les achats du gouvernement appuient les objectifs économiques, environnementaux et sociaux du Canada.	Pourcentage de la valeur des contrats attribués à de petites et moyennes entreprises.	49 %	52 %	47 %	Au moins 40 %	31 mars 2023
	Pourcentage des contrats, des offres à commandes et des arrangements en matière d'approvisionnement de SPAC qui visent des biens et des services « écologiques ».	40 %	43 %	42,6 %	Au moins 45 %	31 mars 2023
	Pourcentage de participation de fournisseurs autochtones aux processus d'approvisionnement. <sup>4</sup>	S. O.	S. O.	S. O.	11 % <sup>5</sup>	31 mars 2023
	Pourcentage de participation de fournisseurs qui sont des femmes aux processus d'approvisionnement.	S. O.	S. O.	S. O.	15 % <sup>7</sup>	31 mars 2023

1. Début 2019 à 2020, le logiciel utilisé pour la gestion de l'évaluation après l'attribution du contrat de SPAC, qui est la source de données de cet indicateur, a été remplacé, ce qui a donné lieu à des problèmes techniques qui ont empêché l'utilisation de l'enquête.
2. Il s'agit d'un nouvel indicateur pour l'exercice 2022 à 2023, qui remplace un indicateur semblable, mais qui est axé sur les soumissions recevables en particulier, plutôt que sur toutes les soumissions reçues.
3. Cette cible a été établie conformément aux données de référence suivantes : 64,2 % pour 2019 à 2020, et 60,5 % pour 2020 à 2021.
4. Il s'agit d'un nouvel indicateur pour l'exercice 2022 à 2023, qui remplace un indicateur semblable, mais qui mesure directement le pourcentage de participation, plutôt que l'augmentation en pourcentage par rapport à l'année précédente.
5. Cette cible a été établie conformément aux données de référence suivantes : 11 % pour 2019 à 2020, et 11 % pour 2020 à 2021.
6. Il s'agit d'un nouvel indicateur pour l'exercice 2022 à 2023, qui remplace un indicateur semblable, mais qui mesure directement le pourcentage de participation, plutôt que l'augmentation en pourcentage par rapport à l'année précédente.
7. Cette cible a été établie conformément aux données de référence suivantes : 16 % pour 2019 à 2020, et 14 % pour 2020 à 2021.

Des renseignements supplémentaires sur les indicateurs de résultats ministériels de Services publics et Approvisionnement Canada sont disponibles dans l'[InfoBase du GC](#)<sup>xi</sup>.

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au répertoire des programmes de Services publics et Approvisionnement Canada sont accessibles dans l'[InfoBase du GC](#)<sup>xii</sup>.

### Dépenses budgétaires prévues pour Achat de biens et de services

Dépenses budgétaires 2022 à 2023 (comme indiqué dans le Budget principal des dépenses)	Dépenses prévues 2022 à 2023	Dépenses prévues 2023 à 2024	Dépenses prévues 2024 à 2025
186 574 422	186 574 422	162 440 510	154 510 774

La diminution des dépenses nettes prévues est principalement attribuable à la réduction des besoins de financement, compte tenu de l'étape actuelle de la mise en œuvre de la Solution d'achats électroniques infonuagique au sein de SPAC, une initiative du budget de 2018 visant à simplifier et à faciliter l'accès aux achats.

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au répertoire des programmes de Services publics et Approvisionnement Canada sont accessibles dans l'[InfoBase du GC](#)<sup>xiii</sup>.

### Ressources humaines prévues pour Achat de biens et de services

Nombre d'équivalents temps plein prévus 2022 à 2023	Nombre d'équivalents temps plein prévus 2023 à 2024	Nombre d'équivalents temps plein prévus 2024 à 2025
2 192,68	2 169,01	2 162,38

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au répertoire des programmes de Services publics et Approvisionnement Canada sont accessibles dans l'[InfoBase du GC](#)<sup>xiv</sup>. 

## Paielements et comptabilité

SPAC perçoit les recettes et émet les paiements, tient les comptes financiers du Canada, produit les rapports financiers et gère les services de paye et de pensions du gouvernement du Canada.

### Faits saillants de la planification

**Résultat ministériel :** *Les Canadiens, les entreprises et les organisations reçoivent les paiements dans les délais, et les recettes pour les services gouvernementaux sont perçues de manière efficace.*

Les responsabilités de SPAC concernant les paiements ont une incidence directe sur les particuliers et les entreprises du Canada au quotidien, et assurent la sécurité financière de millions de Canadiens qui reçoivent des paiements de rémunération, de pension et de prestations sociales du gouvernement.

En appuyant la ministre en tant que receveur général du Canada, SPAC gèrera les opérations du Trésor fédéral de 2022 à 2023. Le ministère a géré un flux de trésorerie de 3,5 billions de dollars de 2020 à 2021, grâce à l'émission et au règlement de plus de 440 millions en paiements au nom du gouvernement fédéral (dont la majorité pour les paiements de prestations sociales, y compris le soutien lié à la COVID-19), et à la perception des recettes pour tous les ministères et organismes gouvernementaux. Le receveur général assure également la mise à jour des systèmes centraux de trésorerie du gouvernement, fournit des états financiers mensuels à l'échelle du gouvernement et présente chaque année la situation financière du Canada et des états financiers audités. Pendant 23 années consécutives,

les chiffres présentés dans les états financiers annuels consolidés ont été jugés fiables et ont fait l'objet d'une opinion d'audit non modifiée de la part du vérificateur général du Canada. Le receveur général est un chef de file mondial des pratiques exemplaires en matière de comptabilité gouvernementale.

Au cours de la prochaine année, SPAC continuera d'offrir des services essentiels de paiement et de perception des recettes, y compris l'émission de paiements visant à soutenir les Canadiens en raison de la pandémie de COVID-19 et à acquérir des vaccins, de l'équipement de protection individuelle et d'autres achats essentiels à la réponse du gouvernement à la pandémie. SPAC réalisera des progrès dans la mise en œuvre du programme de renouvellement et de modernisation du receveur général afin d'offrir une meilleure expérience utilisateur à valeur ajoutée aux parlementaires, aux ministères et organismes gouvernementaux, aux institutions financières et aux citoyens canadiens en général. En investissant dans des projets visant à ce que les fonctions de trésorerie cessent de dépendre des anciens systèmes de technologie de l'information et à moderniser les services offerts à ses clients et aux Canadiens, SPAC améliorera l'efficacité des paiements et de la perception des recettes. Le ministère adoptera des innovations dans l'industrie des paiements, offrira

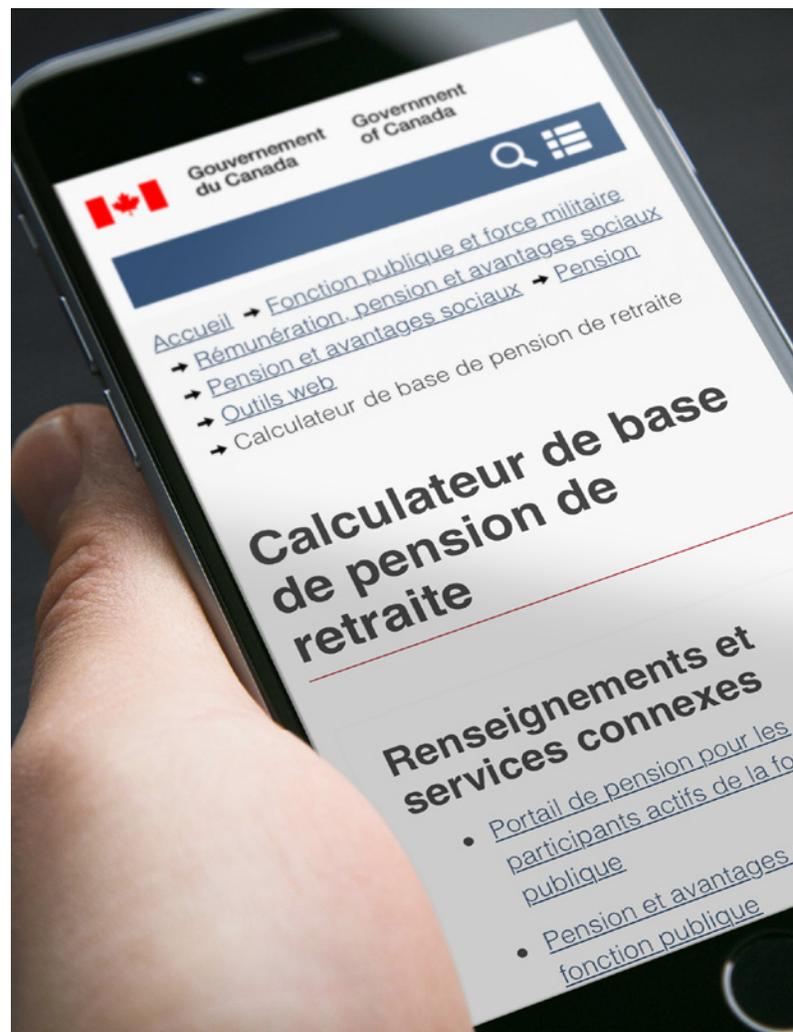
aux Canadiens un choix de solutions de paiement, revitalisera les systèmes et les processus du Trésor, consolidera les bases de données du Trésor afin d'améliorer la qualité des données ainsi que la prévention et la détection de la fraude.

**Résultat ministériel :** *Les cotisants aux régimes de pension fédéraux reçoivent les prestations de pension, les avantages sociaux et les services de soutien auxquels ils ont droit de manière opportune et exacte.*

SPAC, qui est l'un des plus grands administrateurs de pensions du Canada, offre des services à plus de 935 000 participants actifs et retraités de huit régimes de retraite du secteur public fédéral : la fonction publique, la Gendarmerie royale du Canada (GRC), les Forces armées canadiennes (régulières et réservistes), les députés, le corps diplomatique, les juges nommés par le gouvernement fédéral et les lieutenants-gouverneurs. Le ministère se compare aux autres grands administrateurs de pensions au Canada et dans le monde. Le Programme de pension fait en sorte que les cotisations au régime de pensions de retraite de la fonction publique soient versées avec exactitude à l'Office d'investissement des régimes de pensions de la fonction publique dans les délais prescrits.

De 2022 à 2023, SPAC poursuivra ses efforts pour mettre à jour les outils et les logiciels Web relatifs aux pensions afin d'améliorer l'expérience des utilisateurs et de suivre les pratiques exemplaires éprouvées de l'industrie, de repérer et

de remplacer le matériel désuet pour assurer un service sans accroc aux clients et d'améliorer les interfaces de la paye et de la pension. SPAC a élaboré de nouvelles trousse de retraite en langage clair pour améliorer les connaissances et la compréhension des participants quant à leur régime de retraite et aux avantages connexes. Pendant 21 années consécutives, le Bureau du vérificateur général a exprimé une opinion d'audit non modifiée sur les états financiers du régime de retraite de la fonction publique dans le cadre du Programme de pension.



Outils en ligne sur les pensions destinés aux fonctionnaires

**Résultat ministériel :** *En collaboration avec les ministères du gouvernement, les employés reçoivent des services exacts et rapides en ce qui concerne la paye et les avantages sociaux.*

SPAC est l'un des plus importants administrateurs de la paye au Canada. Il gère la rémunération de plus de 370 000 comptes de paye du gouvernement et fournit des services de traitement de la paye à environ 220 000 employés du gouvernement du Canada et 22 000 membres de la GRC chaque année. Sa priorité absolue est de veiller à ce que les fonctionnaires soient payés correctement et à temps. À cette fin, le ministère poursuit ses efforts pour réduire l'arriéré des opérations de paye non traitées accumulées à la suite de l'implantation du système de paye Phénix et de la centralisation des services de paye à Miramichi en 2016. En date du 22 décembre 2021, l'arriéré des opérations financières au-delà de la charge de travail normale a été réduit de 262 000 opérations par rapport au sommet de 384 000 atteint en janvier 2018.

SPAC continuera à mettre en œuvre sa stratégie de réduction de l'arriéré en plusieurs étapes. À ce jour, plus de 115 000 dossiers ont été fermés. SPAC prévoit que la prochaine phase de la stratégie, qui portera sur une partie importante des cas restants plus complexes de l'arriéré, sera terminée à 95 % d'ici décembre 2022. Ces efforts seront soutenus par une solide stratégie de formation visant à élargir la base de connaissances et les compétences des conseillers en rémunération et par une

normalisation et une rationalisation des méthodes de traitement de la paye.

De 2022 à 2023, le ministère continuera à stabiliser les systèmes des ressources humaines (RH) à la paye en mettant en œuvre des améliorations technologiques transformatrices. L'Atelier de l'innovation, qui repose sur une approche souple, itérative et collaborative pour régler les problèmes de paye, sera mis à profit pour relever les principaux défis opérationnels, comme l'harmonisation continue des données entre Phénix et le système de pensions du gouvernement du Canada.

SPAC travaillera également à l'analyse approfondie de ce à quoi ressemblera le contexte opérationnel pour l'administration de la paye à mesure que l'administration de la paye sera stabilisée. Plusieurs outils et ressources, y compris la prévision et la modélisation des cas en attente, ainsi que des tableaux de bord stratégiques, ont été mis au point pour appuyer cette analyse.

**Résultat ministériel :** *Les Canadiens ont un accès en temps opportun à des renseignements fiables sur les finances du Canada.*

Le receveur général est un chef de file mondial des pratiques exemplaires en matière de comptabilité publique. SPAC fournit des états financiers mensuels pour l'ensemble du gouvernement et présente la situation financière du Canada et des états financiers audités chaque année. Le receveur général s'efforce d'atteindre les normes de rendement les plus élevées afin de maintenir la confiance du public. Ses

employés fournissent des conseils d'expert, une orientation et un soutien aux ministères et organismes concernant les questions de comptabilité et de production de rapports.

SPAC est déterminé à faire progresser l'objectif du gouvernement d'accroître la transparence, de maintenir l'intégrité des données et de favoriser l'innovation afin de répondre aux besoins changeants des clients, notamment les ministères, les principaux intervenants et surtout, les Canadiens.

Dans le cadre de son programme de modernisation de 2022 à 2023, SPAC étudiera des possibilités novatrices et des partenariats possibles pour veiller à ce que les rapports financiers pangouvernementaux demeurent une source de données financières moderne, fiable et accessible au Canada.

### **Analyse comparative entre les sexes plus**

De 2022 à 2023, SPAC examinera les questions liées à la rémunération en fonction des données démographiques du Sondage auprès des fonctionnaires fédéraux et des données de l'ACS Plus, du système de paye et d'autres sources, afin de mieux comprendre si et comment les employés dont l'identité est différente en raison de leur genre, leur race, leur handicap ou leur appartenance autochtone peuvent être touchés de façon disproportionnée par les problèmes de paie.

### **Expérimentation**

SPAC mènera davantage d'expériences liées à des initiatives et des processus novateurs comme l'automatisation

robotisée des processus, qui fait appel à des robots pour traiter les opérations manuelles et répétitives dans le système de paie Phénix, et des techniques novatrices de résolution de problèmes comme l'intelligence artificielle pour aider à résoudre les problèmes de paye en suspens et à améliorer la qualité des opérations de paye. À ce jour, la mise en œuvre de ces robots a permis aux conseillers en rémunération du Centre des services de paye de la fonction publique de se concentrer sur les cas complexes plutôt que sur les éléments courants des opérations, de traiter un plus grand nombre d'opérations dans l'arriéré et de travailler à la stabilisation de l'administration de la paye pour les employés.

## **Principaux risques**

### **Stabilisation de l'administration de la paye**

Compte tenu de la complexité des règles, des systèmes et des processus existants en matière de rémunération, il existe un risque que la stabilisation en cours de l'administration de la paye pour le gouvernement du Canada soit ralentie par des problèmes de système interne ou de capacité humaine, ou par des défis externes comme des changements à grande échelle des politiques de gestion de la main-d'œuvre. Ce risque pourrait avoir des répercussions sur les délais et l'exactitude de la paye des employés, l'intégrité des données sur les pensions et la capacité du ministère de continuer à résoudre les erreurs de paye existantes. Pour atténuer ce risque, SPAC a déjà pris un certain nombre de mesures

concrètes. SPAC continue de travailler avec le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT), les ministères et les organismes afin d'élaborer et de mettre en œuvre de nouvelles normes de rapidité et d'exactitude pour les opérations de ressources humaines, et a terminé en mai 2021 le déploiement pangouvernemental de la plus récente fonctionnalité ajoutée de MaPayeGC, le talon de paie simplifié. Afin de réduire davantage les risques, le ministère élabore des stratégies

et des méthodologies pour examiner et régler plus efficacement les cas en attente, et veillera à ce que des essais et un contrôle appropriés soient effectués aux prochaines mises à jour du logiciel du système de paie. En ce qui concerne les risques liés à l'intégrité des pensions, SPAC collabore avec le SCT et Services partagés Canada pour veiller à ce que les exigences relatives aux données sur les pensions soient intégrées à l'élaboration des solutions futures de système des RH à la paie.

### Résultats prévus pour Paiements et comptabilité

Résultat ministériel 2022 à 2023	Indicateur de rendement 2022 à 2023	Résultat réel 2018 à 2019	Résultat réel 2019 à 2020	Résultat réel 2020 à 2021	Cible pour 2022 à 2023	Date d'atteinte de la cible
Les Canadiens, les entreprises et les organisations reçoivent les paiements dans les délais et les recettes pour les services gouvernementaux sont perçues de manière efficace.	Pourcentage des paiements émis dans les délais prescrits. <sup>1</sup>	99,99 %	99,99 %	99,99 %	Au moins 99 %	31 mars 2023
	Pourcentage des fonds versés au gouvernement du Canada qui sont rapprochés dans un délai de deux jours ouvrables.	100 %	100%	100%	At least 95%	31 mars 2023
	Pourcentage des paiements versés aux autorités taxatrices au lieu d'impôts fonciers, et ce dans les délais prescrits.	99 %	99,5 %	97,2 %	Au moins 95 %	31 mars 2023
Les cotisants aux régimes de pension fédéraux reçoivent les prestations de pension, les avantages sociaux et les services de soutien auxquels ils ont droit de manière opportune et exacte.	Pourcentage des paiements de pension traités de manière exacte et dans les délais.	98 %	99 %	99 %	Au moins 95 %	31 mars 2023
En collaboration avec les ministères du gouvernement, les employés reçoivent des services exacts et rapides en ce qui concerne la paie et les avantages sociaux.	Nombre d'employés confrontés à des erreurs de paie potentielles au Centre des services de la paie. <sup>2</sup>	S. O.	S. O.	S. O.	Au plus 3 000 employés	31 mars 2023
	Pourcentage des cas soumis à temps au Centre des services de paie. <sup>3</sup>	S. O.	S. O.	70 %	Au moins 65 %	31 mars 2023
	Pourcentage de cas, soumis à temps au Centre de paie, qui ont été traités à temps.	S. O.	S. O.	89 %	Au moins 80 %	31 mars 2023
Les Canadiens, les entreprises et les organisations reçoivent les paiements dans les délais et les recettes pour les services gouvernementaux sont perçues de manière efficace.	Les Comptes publics du Canada sont publiés sur le site Web du ministère dans les 24 heures suivant leur dépôt à la Chambre des communes.	100 %	100 %	100 %	100 %	31 mars 2023
	Les renseignements présentés dans les états financiers du gouvernement du Canada sont exacts.	100 %	100 %	100 %	Au moins 99 %	31 mars 2023

1. Les échéanciers établis peuvent varier en fonction des modalités du contrat et de la législation applicable.
2. Il s'agit d'un nouvel indicateur pour l'exercice 2022 à 2023, qui permettra de mesurer, de surveiller et de déclarer de façon transparente le nombre d'employés exposés à de possibles erreurs de paye en raison d'opérations de paye en attente au Centre des services de paye. L'indicateur permettra d'informer les employés, les parlementaires et les Canadiens au sujet des progrès réalisés en vue de la stabilisation de l'administration de la paye.
3. La responsabilité de l'exactitude et de la rapidité des paiements est assumée par l'ensemble du gouvernement du Canada. Deux facteurs principaux ont une incidence sur ce résultat : la rapidité et l'exactitude des transactions en ressources humaines (RH) soumises par les ministères et organisations, et le traitement des cas en attente. Les transactions soumises à temps peuvent être traitées plus rapidement et engendrent moins d'erreurs de paye. Des données de RH inexactes ou tardives génèrent davantage de transactions dans la file d'attente et augmentent les risques d'erreurs de paye.

Des renseignements supplémentaires sur les indicateurs de résultats ministériels de Services publics et Approvisionnement Canada sont disponibles dans l'[InfoBase du GC<sup>xv</sup>](#).

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au répertoire des programmes de Services publics et Approvisionnement Canada sont accessibles dans l'[InfoBase du GC<sup>xvi</sup>](#).

### Dépenses budgétaires prévues pour Paiements et comptabilité

Dépenses budgétaires 2022 à 2023 (comme indiqué dans le Budget principal des dépenses)	Dépenses prévues 2022 à 2023	Dépenses prévues 2023 à 2024	Dépenses prévues 2024 à 2025
537 083 995	537 083 995	227 755 074	203 368 771

La diminution des dépenses nettes prévues est principalement attribuable à la fin du financement supplémentaire reçu afin de stabiliser les opérations de paye et de réduire l'arriéré des problèmes de paye. Le financement sera rajusté en cas d'approbation ultérieure.

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au répertoire des programmes de Services publics et Approvisionnement Canada sont accessibles dans l'[InfoBase du GC<sup>xvii</sup>](#).

### Ressources humaines prévues pour Paiements et comptabilité

Nombre d'équivalents temps plein prévus 2022 à 2023	Nombre d'équivalents temps plein prévus 2023 à 2024	Nombre d'équivalents temps plein prévus 2024 à 2025
4 791,55	2 415,91	2 412,95

Les équivalents temps plein (ETP) pour le programme Administration de la paye fédérale pour l'exercice 2024 à 2025 seront déterminés en fonction de l'approbation future du financement.

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au répertoire des programmes de Services publics et Approvisionnement Canada sont accessibles dans l'[InfoBase du GC<sup>xviii</sup>](#). 

## Biens et infrastructure

SPAC fournit des locaux à bureaux aux fonctionnaires fédéraux et aux parlementaires; construit, entretient et gère les biens fédéraux et d'autres ouvrages publics, comme les ponts et les barrages; et fournit des services connexes aux organisations fédérales.

### Faits saillants de la planification

**Résultat ministériel :** *Les biens immobiliers fédéraux et les services connexes répondent aux besoins des clients du gouvernement fédéral, des partenaires et/ou des parlementaires, et garantissent aux Canadiens le meilleur rapport qualité-prix.*

### COVID-19—L'avenir du travail et les activités gouvernementales après la pandémie

À mesure que la pandémie réinitialise les grandes tendances du travail, SPAC continuera d'évaluer les répercussions sur son portefeuille de locaux à bureaux et de s'adapter aux besoins de ses clients. La répercussion la plus évidente de la COVID-19 sur la population active est l'augmentation du travail à distance, qui devrait se poursuivre une fois la pandémie terminée. Cela aura des répercussions importantes sur le portefeuille de locaux à bureaux de SPAC, tant des biens appartenant à l'État que des biens loués, car le besoin d'un aménagement moderne et souple de bureaux augmentera, tandis que la demande globale de locaux à bureaux plus traditionnels diminuera à mesure que la fonction publique adoptera un environnement de travail hybride.

En réponse à cette situation, SPAC a élaboré un plan à long terme pour les bureaux, qui vise à transformer le

portefeuille de locaux à bureaux actuel en un portefeuille adapté aux besoins, moderne, écologique et rentable sur une période de planification de 25 ans. L'environnement de travail devrait évoluer pour devenir un environnement principalement axé sur des postes de travail non attribués qui favoriseront la collaboration, l'inclusion, la diversité, le bien-être et l'innovation. Au cours des cinq à dix prochaines années, SPAC prévoit accélérer le programme de modernisation du milieu de travail du gouvernement du Canada (Milieu de travail GC et CotravailGC) afin d'appuyer l'augmentation du taux d'utilisation global des milieux de travail fédéraux, tout en réduisant l'empreinte carbone du portefeuille de locaux à bureaux.

De 2022 à 2023, SPAC continuera de collaborer avec les ministères clients et les organismes centraux afin de connaître les besoins prévus et en constante évolution en locaux à bureaux. Le ministère déterminera et planifiera un réseau plus intelligent de locaux accessibles dans l'ensemble du portefeuille. En collaboration avec Services partagés Canada et les organismes centraux, SPAC cherchera des occasions de tirer parti des nouvelles technologies et de l'innovation afin d'offrir de meilleurs services qui favorisent de nouvelles façons de travailler pour une fonction publique numérique, responsable, inclusive et à rendement élevé.

### **Faire progresser les projets transformateurs, accélérer la modernisation et réhabiliter les édifices patrimoniaux**

Tout en tenant compte de l'incidence de l'environnement postpandémique sur l'avenir du travail, SPAC fera progresser un certain nombre de projets de transformation qui sont au cœur de son plan à long terme pour les bureaux et de ses objectifs pangouvernementaux. Dans la région de la capitale nationale, SPAC se concentrera sur l'achèvement du projet de milieu de travail partagé au 599, chemin Tremblay, et sur les grandes réfections des Terrasses de la Chaudière et de la Place du Portage III. Dans la région du Pacifique, SPAC remettra en état et réaménagera le Centre Sinclair au centre-ville de Vancouver pour en faire un pôle moderne, accessible et rentable pour les ministères fédéraux. De 2022 à 2023, SPAC visera à embaucher un expert-conseil en architecture et en ingénierie, à faire progresser la conception du projet et à continuer de collaborer avec les intervenants. La région de l'Ontario réalisera des progrès dans l'élaboration et la mise en œuvre du projet d'aménagement des terrains Allen afin de favoriser une collaboration accrue et de réaliser des économies d'échelle grâce à la colocation d'organismes de services de sécurité et au regroupement de plusieurs emplacements loués dans une nouvelle installation. Dans la région du Québec, la construction et l'aménagement du nouveau complexe judiciaire de Montréal sera le premier projet lancé dans le cadre de la stratégie nationale relative aux locaux des cours et tribunaux fédéraux, tandis qu'un nouveau Centre national de vérification et de recouvrement

à Shawinigan fournira des locaux à bureaux revitalisés. Enfin, dans la région de l'Atlantique, SPAC poursuivra le projet de locaux du centre des données fiscales de St. John's afin de répondre aux besoins accrus en locaux et le projet du Centre d'entreprise des sciences de l'Atlantique de Moncton qui comportera des installations permettant des programmes scientifiques et de recherche multidisciplinaires de calibre mondial. Ces grands projets contribueront à l'atteinte des objectifs d'écologisation grâce à des bâtiments plus écologiques, à la réduction de l'empreinte des bureaux et à des espaces écoénergétiques.

SPAC envisagera la possibilité d'investir en vue de moderniser son portefeuille de locaux à bureaux, notamment grâce à une nouvelle initiative novatrice qui vise à améliorer les milieux de travail fédéraux actuels en fournissant du mobilier et des solutions en matière



Dans la région du Pacifique, SPAC remettra en état et réaménagera le Centre Sinclair au centre-ville de Vancouver

de technologie de l'information à l'appui de la vision du Milieu de travail GC et du concept de milieu de travail axé sur les activités selon lequel les employés ne sont pas affectés à un poste de travail en particulier. Cette approche répond aux exigences du milieu de travail après la pandémie dans un plus bref délai et à moindre coût. De plus, cette approche permettra aux ministères clients d'accéder à des locaux modernisés et favorisera les initiatives de « retour en milieu de travail ».

La restauration et le renouvellement des édifices patrimoniaux à l'appui de la durabilité ainsi que de la santé et de la sécurité des Canadiens demeurent une priorité permanente pour le ministère. De 2022 à 2023, SPAC contribuera à la réhabilitation des édifices patrimoniaux, notamment l'édifice Lester B. Pearson et l'Édifice commémoratif de l'Ouest. Les travaux tiendront compte de facteurs comme la durabilité et l'accessibilité et veilleront à préserver la valeur historique des édifices.



Le pont Alexandra, une importante infrastructure

### **Protéger l'intégrité, la valeur et l'utilité des ouvrages techniques**

SPAC conserve et exploite un portefeuille spécialisé de 17 ouvrages techniques situés partout au Canada. Ces actifs comprennent des ponts, des barrages, des autoroutes, l'infrastructure maritime et le réseau énergétique de quartier dans la région de la capitale nationale (RCN). De 2022 à 2023, SPAC mettra en œuvre sa stratégie pour les ouvrages techniques en ayant comme objectif à long terme de garantir que ces ouvrages sont maintenus dans un état variant de passable à bon en vue d'une utilisation sécuritaire et continue par les Canadiens. SPAC mettra aussi en œuvre l'initiative d'écologisation plus poussée du Programme d'acquisition de services énergétiques afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre et d'offrir des services d'énergie à faibles émissions de carbone à un plus grand nombre de bâtiments dans la RCN. Afin d'appuyer les activités de réparation des navires fédéraux et des navires non fédéraux, le ministère étudiera aussi la viabilité d'un accroissement de la capacité de la cale sèche d'Esquimalt.

### **Améliorer les passages inter-provinciaux dans la région de la capitale nationale**

Dans le cadre d'un effort plus vaste visant à améliorer le transport interprovincial dans la région de la capitale nationale, SPAC appuiera les efforts continus visant à entretenir les ponts et à faire progresser les évaluations et la planification associées à un sixième passage. Les travaux de construction et de réparation du pont des Chaudières ont commencé au printemps 2021 et devraient être terminés au printemps 2022. Le pont

Alexandra, une infrastructure très importante de plus de 100 ans, a maintenant atteint la fin de son cycle de vie et doit être remplacé. Le processus de conception continue d'évoluer, et les options de conception devraient être communiquées au public d'ici la fin de 2022. SPAC et la Commission de la capitale nationale mettront au point les derniers détails des stratégies de consultation des Autochtones et du public liées à ce projet, conformément aux exigences réglementaires et aux lignes directrices de l'Agence d'évaluation d'impact du Canada.

### **Vision et plan à long terme (VPLT) pour la cité parlementaire**

De 2022 à 2023, SPAC poursuivra la mise en œuvre de la vision et du plan à long terme (VPLT) de la cité parlementaire, un plan sur plusieurs décennies pour la restauration et la modernisation des édifices et des terrains sur la Colline du Parlement et autour de celle-ci. La VPLT a pour objectif de s'attaquer aux risques pour la santé et la sécurité dans les édifices détériorés du Parlement construits au XIX<sup>e</sup> siècle et offre une stratégie pour moderniser ces édifices ainsi que d'autres édifices de la cité parlementaire afin de répondre aux besoins d'un Parlement du XXI<sup>e</sup> siècle et de restaurer le patrimoine bâti du Canada pour les générations futures de Canadiens. Dans le cadre des efforts de modernisation, la VPLT vise à faire de la cité parlementaire un modèle de durabilité et d'accessibilité.

SPAC continuera la réhabilitation de l'édifice du Centre, le projet de réhabilitation patrimoniale le plus important et

le plus complexe de l'histoire du Canada, qui a été au cœur de la VPLT. Ces travaux comprendront la création d'un nouveau Centre d'accueil du Parlement qui améliorera la sécurité, l'expérience des visiteurs et reliera les édifices de l'Ouest, du Centre et de l'Est à un complexe parlementaire intégré. Les prochaines étapes porteront sur les travaux d'excavation pour le Centre d'accueil du Parlement, la démolition intérieure, l'élimination de substances désignées ainsi que le lancement du programme de maçonnerie extérieure. De plus, SPAC poursuivra les travaux d'élaboration de la conception de l'édifice du Centre, dont 90 % de l'avant-projet de conception est déjà terminé.

En outre, SPAC terminera la mise à jour de la VPLT dans le but de transformer la cité parlementaire en un campus qui prend entièrement en compte des facteurs comme la sécurité, la durabilité, l'accessibilité, la technologie de l'information et le mouvement des personnes, des véhicules et des marchandises. Cette mise à jour orientera la prise de décisions sur la croissance future, le développement, la réhabilitation et l'infrastructure dans le but sous-jacent de créer un campus plus intégré qui répondra aux besoins d'un Parlement moderne.

La transformation de la cité parlementaire débutera par le réaménagement de l'îlot qui est délimité par les rues Metcalfe, Sparks, O'Connor et Wellington (appelé îlot 2). SPAC a lancé un concours de conception pour l'îlot 2, ce qui permettra de choisir la meilleure équipe de conception pour entreprendre ce projet



Rénovations de la Cité parlementaire

architectural d'importance nationale. Le jury indépendant a sélectionné six des douze équipes préqualifiées pour passer à la prochaine phase de ce concours de conception. De 2022 à 2023, SPAC continuera sur cette lancée en invitant les concurrents à présenter leurs concepts avancés au jury, qui votera pour déterminer les gagnants des première, deuxième et troisième places.

SPAC appuiera aussi Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada, ainsi que les dirigeants des Premières Nations, des Inuits et de la Nation métisse, la Nation algonquine et les intervenants locaux, afin de créer la vision pour un espace national pour les peuples autochtones au 100, rue Wellington.

### **Stratégie Laboratoires Canada**

La science et la recherche à l'échelle fédérale sont essentielles pour résoudre des problèmes nationaux de plus en plus complexes et jouent un rôle clé dans la vie des Canadiens. Laboratoires Canada est une stratégie sur 25 ans qui renforcera les activités scientifiques du gouvernement du Canada en créant des plateformes modernes et collaboratives avec des partenaires scientifiques au profit du Canada et de sa population. SPAC construira de nouvelles installations scientifiques qui favoriseront l'accessibilité universelle et la durabilité environnementale, tout en assurant aux scientifiques fédéraux l'accès à de l'équipement scientifique moderne, ce qui leur permettra de mieux collaborer avec leurs partenaires et d'atteindre l'excellence scientifique.

De 2022 à 2023, SPAC fera avancer les projets de Laboratoires Canada, comme la construction du Centre de Sidney pour la protection des végétaux en Colombie-Britannique, dont est responsable l'Agence canadienne d'inspection des aliments et dont l'aménagement éclairera les projets d'infrastructure scientifique futurs.

SPAC achèvera les travaux de construction dans le cadre du projet TerraCanada de Laboratoires Canada à Hamilton qui appuiera, entre autres, le déploiement collaboratif des plateformes de découverte accélérée des matériaux, une nouvelle approche de la découverte et du développement de matériaux utilisés dans les énergies propres. SPAC poursuivra aussi les travaux de construction déjà en cours dans le cadre du projet TerraCanada à Mississauga, qui devrait être terminé à la fin de 2023. Ce projet aidera à créer un

nouvel ensemble unique de plateformes scientifiques et un réseau national de recherche au service des secteurs industriels comme l'énergie propre, les transports et la fabrication. Il s'agira des deux premiers projets terminés dans le cadre de la stratégie Laboratoires Canada. SPAC poursuivra aussi les travaux relatifs au Centre d'entreprise des sciences de l'Atlantique (CESA) à Moncton, qui appuiera la protection et l'utilisation durable des écosystèmes côtiers et d'eau douce de l'Atlantique. De 2022 à 2023, SPAC fera avancer la conception de ce projet et lancera les premiers travaux sur place en préparation à la phase 1 de la construction complète du CESA.

### **Initiative de paiement rapide**

Bien que la *Loi fédérale sur le paiement rapide des travaux de construction* ait reçu la sanction royale, il reste encore beaucoup de travail à faire avant que le régime de paiement rapide soit en vigueur. Ce régime procurera des avantages aux entrepreneurs et aux sous-traitants qui font affaire avec le gouvernement fédéral en améliorant la rapidité des paiements ainsi qu'en facilitant l'exécution prompte et ordonnée des projets de construction fédéraux.

De 2022 à 2023, SPAC travaillera à l'élaboration de règlements à l'appui de la *Loi*. Pour ce faire, il faudra désigner l'autorité des intervenants experts, modifier le contrat de construction standard du gouvernement fédéral pour tenir compte des nouvelles dispositions législatives et réglementaires et déposer le décret du gouverneur en conseil pour faire entrer en vigueur la *Loi fédérale sur le paiement rapide des travaux de construction*.

**Résultat ministériel :** *Les dépenses d'infrastructure du gouvernement fédéral appuient les priorités sociales, économiques et environnementales du Canada.*

**Promouvoir la durabilité, l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets et les initiatives d'écologisation du gouvernement pour les biens immobiliers et les infrastructures du gouvernement fédéral**

SPAC prendra des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions sur les activités, notamment en intégrant régulièrement aux processus opérationnels des facteurs d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets. SPAC mettra au point les derniers détails de sa méthode nationale d'adaptation aux changements climatiques afin de gérer les besoins d'adaptation aux changements climatiques de façon uniforme partout au pays en matière de gestion des biens immobiliers, de réalisation de projets et d'exploitation des biens à l'avenir.

Avec une réduction de 57,6 % des gaz à effet de serre (GES) au cours de l'exercice 2020 à 2021, le ministère est en bonne voie d'atteindre la cible de réduction de 90 % fixée pour 2050 dans la Stratégie pour un gouvernement vert actuelle. À l'appui de cette cible, SPAC poursuivra la mise en œuvre de son initiative d'électricité propre et du projet d'écologisation plus poussée du Programme d'acquisition de services énergétiques, qui consistera à remplacer

le gaz naturel par des sources d'énergie carboneutres. En outre, SPAC surveillera la mise en œuvre de son Plan de portefeuille neutre en carbone, qui contribue au programme plus vaste d'écologisation du gouvernement, en mettant en œuvre des technologies de bâtiments intelligents, en assurant le suivi de l'aliénation des biens et en surveillant les projets de réduction des GES.

La Stratégie pour un gouvernement vert continuera d'éclairer les plans du ministère concernant les biens immobiliers. De plus, d'autres priorités, comme la durabilité environnementale, la gestion des sites contaminés et l'accessibilité, ont été incluses dans le plan à long terme pour les locaux à bureaux de SPAC afin de faciliter une approche intégrée de la planification des investissements et de la gestion du cycle de vie des biens immobiliers.

De 2022 à 2023, SPAC continuera de travailler avec ses partenaires dans le cadre de l'Initiative des terrains fédéraux (ITF) pilotée par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), qui permet de céder les biens immobiliers fédéraux excédentaires pour créer des logements abordables. L'ITF a été lancée en juillet 2018 et a pour objectif de créer 4 000 logements neufs ou rénovés. En 2021, SPAC a fourni 13 propriétés à l'ITF qui seront évaluées par la SCHL, pour un total de 88 propriétés depuis le lancement du programme en 2018. Celles-ci seront évaluées pour déterminer si elles répondent aux critères de logement abordable. Au cours des 10 prochaines années, une somme maximale de 200 millions de dollars sera

utilisée pour subventionner la cession de terrains fédéraux à des fournisseurs de logements afin d'encourager l'aménagement de lotissements et de collectivités durables, accessibles, à revenu mixte et à usage mixte.

De 2022 à 2023, SPAC tirera parti des VPLT de la cité parlementaire et de Laboratoires Canada pour améliorer la durabilité et la résilience au climat, et faire progresser l'engagement d'écologisation plus poussée des infrastructures et des biens immobiliers fédéraux dans le but de réduire l'empreinte carbone du gouvernement. SPAC a désigné la durabilité comme l'un des objectifs stratégiques de la mise à jour de la VPLT, qui établira un cadre pour améliorer le rendement environnemental de la cité parlementaire en matière d'énergie, d'adaptation et de résilience aux changements climatiques, de gestion et de conservation de l'eau, de gestion des déchets, du transport et des écosystèmes. SPAC planifiera et gèrera le Programme d'acquisition de services énergétiques, qui améliorera l'efficacité énergétique du portefeuille de biens immobiliers de SPAC en modernisant les réseaux énergétiques de quartier et en convertissant les systèmes de chauffage du bâtiment à l'aide de la vapeur en systèmes utilisant de l'eau chaude à basse température. De plus, les projets de la phase 1 de la stratégie Laboratoires Canada ouvriront la voie dans le domaine des activités résilientes, écologiques et à faibles émissions de carbone. SPAC continuera de concevoir de nouvelles installations pour respecter la Stratégie pour un

gouvernement vert du gouvernement du Canada en intégrant des cibles de carboneutralité dans tous les projets de la phase 1.

### **Amélioration de l'accessibilité des immeubles fédéraux**

SPAC vise à assurer un accès facile aux immeubles et aux espaces de travail fédéraux. À titre d'expert en biens immobiliers du gouvernement du Canada, le ministère dirige les efforts du gouvernement visant à améliorer l'accessibilité dans son environnement bâti. SPAC continuera de piloter l'Initiative sur l'accessibilité de l'environnement bâti du gouvernement, qui permettra de cerner les lacunes existantes et d'améliorer l'accessibilité afin de s'assurer que les installations sont



Accès pour fauteuil roulant à l'Édifice de l'Ouest

conformes aux exigences d'accessibilité actuelles et applicables, et de les dépasser dans la mesure du possible.

SPAC s'est engagé à faire de la cité parlementaire un modèle d'excellence en matière d'accessibilité. De 2022 à 2023, SPAC mettra en œuvre le plan d'action pour l'accessibilité universelle tout en prenant en compte des facteurs fonctionnels, opérationnels, patrimoniaux et de sécurité. La stratégie Laboratoires Canada inclura également l'accessibilité universelle dans l'élaboration de ses projets. La stratégie offre une excellente occasion de créer des espaces de travail et une infrastructure qui assurent l'accessibilité et l'inclusion universelles en tenant compte de ces facteurs aux premières étapes de la conception et de la planification et en mettant à l'essai de nouvelles méthodes de conception et de mise en œuvre comme l'inclusion de représentants communautaires, en vue d'éclairer l'élaboration de normes liées à la conception des bâtiments.

#### **Analyse comparative entre les sexes plus**

SPAC intégrera des objectifs d'approvisionnement social dans chaque nouvelle initiative d'approvisionnement stratégique en biens immobiliers. Cela garantira une approche coordonnée de l'élaboration et de la mise en œuvre de solutions de prestation de services souples qui mettent à profit la fonction de contrôleur moderne, encouragent une plus grande concurrence et favorisent la participation des groupes sous-représentés, comme les femmes, les Autochtones, les personnes handicapées et les minorités visibles, entre autres.

#### **Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies (NU) et objectifs de développement durable des NU**

Les activités prévues par SPAC dans le cadre de sa responsabilité essentielle en matière de biens et d'infrastructure soutiennent les efforts du Canada afin de se conformer au Programme 2030 des Nations Unies et aux objectifs de développement durable (ODD). Les différents programmes et initiatives comme le Milieu de travail GC, les bâtiments intelligents, le plan pour réaliser un portefeuille neutre en carbone, la remise en état des principaux biens, la gestion des sites contaminés fédéraux et la cession de terrains fédéraux aux fournisseurs de logements, contribuent aux objectifs suivants :

- garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable (ODD 7, cible 7.2);
- bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation (ODD 9, cibles 9.1 et 9.4);
- établir des modes de consommation et de production durables (ODD 12, cibles 12.5 et 12.7);
- prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions (ODD 13);
- préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des terres et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité (ODD 15).

De plus amples renseignements sur les ODD sont présentés sur le site [Web des Nations Unies](#)<sup>xix</sup>.

## Expérimentation

### Projet exploratoire sur l'évolution du travail

Le projet exploratoire de SPAC sur l'évolution du travail soutient des façons de travailler nouvelles, modernes et souples. SPAC prévoit éventuellement offrir aux employés la possibilité de travailler à partir de l'emplacement qui correspond le mieux à leur situation professionnelle et personnelle, tout en tenant compte des exigences opérationnelles. SPAC met à l'essai une nouvelle façon de travailler qui aidera les employés pendant et après la pandémie. Les employés peuvent s'inscrire pour travailler dans des espaces de bureau partagés désignés ou peuvent continuer à travailler de la maison. Les employés qui choisissent de travailler dans les espaces de bureau partagés désignés auront l'occasion de faire l'expérience d'une nouvelle façon de travailler dans un milieu de travail axé sur les activités, de partager leur expérience et d'aider le ministère à améliorer l'utilisation future du milieu de travail.

### Projet pilote pour l'innovation à l'édifice C.D. Howe

Le projet pilote pour l'innovation à l'édifice C. D. Howe consiste à mettre à l'essai l'utilisation de technologies canadiennes émergentes dans le secteur public canadien et à évaluer leur incidence positive sur le bien-être des employés et leur contribution à l'écologisation des

activités. Les initiatives mises en œuvre dans le cadre de ce projet pilote amélioreront la santé et l'accessibilité grâce à des technologies sans contact, notamment pour surveiller la capacité des salles de bain, éliminer l'utilisation de plastiques à usage unique, réduire la quantité de déchets envoyés aux sites d'enfouissement et promouvoir la production et l'utilisation d'énergie renouvelable. Ces initiatives créeront un cadre pour le déploiement de solutions novatrices dans le portefeuille immobilier fédéral. Elles aideront également à évaluer et à examiner les nouvelles technologies et solutions canadiennes disponibles sur le marché dans ces domaines afin d'éclairer la stratégie du ministère pour le déploiement de solutions novatrices dans le portefeuille immobilier de SPAC.

Dans le cadre de la stratégie Laboratoires Canada, SPAC met en œuvre un fonds d'expérimentation et d'innovation (FEI). Le fonds a été créé de concert avec des partenaires fédéraux comme mécanisme visant à promouvoir l'innovation et l'expérimentation et à favoriser une collaboration accrue entre les ministères et organismes fédéraux dans le milieu scientifique. À ce jour, 15 projets pilotes sont en cours, dans le cadre desquels 14 ministères et organismes fédéraux collaborent pour mettre à l'essai de nouveaux concepts et de nouvelles approches, éliminer les obstacles à la collaboration et documenter les pratiques exemplaires et les leçons apprises qui font progresser la gestion et l'excellence scientifiques fédérales. Conçu en partenariat avec des organismes fédéraux, le FEI permettra de lancer une série de

projets pilotes qui auraient pour objectif de cerner des possibilités, de créer des pratiques exemplaires et d'éliminer les obstacles inhérents aux processus traditionnels et de longue date du gouvernement du Canada.

## Principaux risques

### **Intégrité et sécurité des biens immobiliers**

Il existe un risque que les changements climatiques, les catastrophes naturelles, la détérioration des infrastructures au fil du temps et les événements liés aux activités humaines aient des répercussions négatives sur la sécurité, l'intégrité et l'exploitation des biens immobiliers et des infrastructures de SPAC. En partenariat avec d'autres organisations fédérales, SPAC a déjà pris des mesures pour atténuer ce risque. Par exemple, le ministère a mis en œuvre des initiatives d'écologisation du gouvernement pour réduire les répercussions environnementales et des programmes de planification de la continuité des activités et de gestion des urgences. Le ministère entreprendra également d'importantes activités de renouvellement des infrastructures, notamment des projets comme le remplacement du pont Alexandra. De plus, SPAC concevra tous les projets de réhabilitation de bâtiments et de nouvelles constructions de façon à ce que ceux-ci soient prêts à être carboneutres, intégrera la résilience aux changements climatiques dans la conception et l'exploitation des bâtiments et renforcera l'orientation fonctionnelle nationale pour intégrer les données scientifiques et devenir plus prédictif dans les évaluations des menaces et les plans d'urgence.

### **Milieu de travail de l'avenir**

Il y a un risque pour SPAC, en tant que locateur du gouvernement du Canada, de perdre des occasions d'accélérer l'étendue et le rythme de la modernisation du milieu de travail de la fonction publique (comme la mise en œuvre de Milieu de travail GC, des locaux ministériels partagés et de CotravailGC). Cette situation est attribuable à des facteurs comme le ralentissement des projets en raison de retards et d'arrêts de travail, le manque de matériel, l'augmentation des coûts, les problèmes de capacité de l'effectif, l'incertitude entourant les besoins futurs des clients en matière de locaux et les défis liés au cadre financier actuel. Pour atténuer ce risque, SPAC collaborera avec les syndicats, les employés, les partenaires et les locataires afin d'élaborer une approche pangouvernementale. La main-d'œuvre du gouvernement du Canada disposera ainsi d'espaces de travail modernes et souples qui répondront à ses besoins et ses aspirations dans l'avenir.

### **Accessibilité des immeubles fédéraux**

Il existe un risque que les biens immobiliers de SPAC ne soient pas entièrement accessibles en raison de la grande variété de capacités qui doivent être prises en compte, ainsi que la probabilité que certaines mesures requises pour mettre en œuvre les normes d'accessibilité établies et applicables soient jugées impossibles à mettre en œuvre dans certains biens immobiliers. Pour atténuer ce risque, SPAC continue de diriger la mise en œuvre de l'Initiative sur l'accessibilité

de l'environnement bâti du gouvernement, afin d'examiner l'environnement bâti et de déterminer les améliorations qui permettraient à ses biens immobiliers de respecter et de dépasser les normes d'accessibilité établies et applicables. Le ministère consultera également des personnes handicapées et d'autres experts en la matière, afin de déterminer les secteurs où l'accessibilité et l'inclusion pourraient être améliorées dans l'environnement bâti, les ouvrages techniques, les immeubles et les terrains de SPAC, y compris la cité parlementaire.

### **Exécution des initiatives complexes et à grande échelle**

Il existe un risque que les complexités des projets, les dépendances des partenaires, les retards d'approvisionnement et l'escalade des coûts du matériel influent sur l'exécution efficace et efficiente des principales initiatives de SPAC comme la réhabilitation de la cité parlementaire et des installations scientifiques fédérales. En réponse à ce risque, SPAC utilise des processus intégrés de gestion des risques qui mettent fortement l'accent sur les échéanciers et les budgets; conçoit des contrats avec une souplesse intégrée; élabore et met en œuvre des stratégies d'intégration des clients; et collabore

avec des partenaires de l'industrie, y compris l'Agence de la santé publique du Canada, pour assurer le fonctionnement sûr et continu des lieux de travail.

### **Financement prévisible des immobilisations**

Il existe un risque que la mise en œuvre du modèle de financement prévisible des immobilisations de SPAC perturbe l'exécution des programmes d'infrastructure du ministère et influe sur l'affectation rapide et stratégique des fonds nécessaires pour un portefeuille d'actifs sain. Ce modèle de financement des immobilisations prévoit un financement garanti sur une période de 20 ans pour SPAC, qu'il utilisera pour acquérir et entretenir des immobilisations comme des bâtiments, des ponts et des laboratoires fédéraux, et pour améliorer davantage la planification à long terme. Ce risque est modulé par des facteurs comme le peu d'expérience relative au nouveau modèle de financement et le besoin de mieux harmoniser les processus ministériels de planification des ressources. SPAC a mis sur pied un bureau de projet spécial qui gèrera la transition vers le nouveau modèle de financement et soutiendra l'atténuation des risques connexes.

## Résultats prévus pour Biens et infrastructure

Résultat ministériel 2022 à 2023	Indicateur de rendement 2022 à 2023	Résultat réel 2018 à 2019	Résultat réel 2019 à 2020	Résultat réel 2020 à 2021	Cible pour 2022 à 2023	Date d'atteinte de la cible
Les biens immobiliers fédéraux et les services connexes répondent aux besoins des clients du gouvernement fédéral, des partenaires et/ou des parlementaires, et garantissent aux Canadiens le meilleur rapport qualité-prix.	Pourcentage des immeubles appartenant à l'État qui sont dans un état adéquat ou meilleur.	53 %	62 % <sup>1</sup>	58 % <sup>2</sup>	Au moins 53 %	31 mars 2023
	Pourcentage des édifices patrimoniaux appartenant à l'État qui sont dans un état adéquat ou meilleur.	S. O.	47 % <sup>3</sup>	48 % <sup>4</sup>	Au moins 53 %	31 mars 2023
	Pourcentage des locaux à bureaux gérés par SPAC qui sont modernisés chaque année, afin de respecter les normes d'aménagement des locaux en vigueur du gouvernement du Canada en tant qu'approche du Milieu de travail GC.	2,1 %	4,5 %	3,32 % <sup>5</sup>	Au moins 4 %	31 mars 2023
	Pourcentage des projets immobiliers qui sont exécutés dans le respect de la portée, des délais et du budget.	98 %	95 %	95 %	Au moins 95 %	31 mars 2023
	Pourcentage du temps pendant lequel les installations de SPAC sont totalement opérationnelles.	99,78 %	99,38 %	99,62 %	Au moins 99 %	31 mars 2023
	Dépenses de fonctionnement par mètre carré des locaux à bureaux appartenant à l'État	142,41 \$ par m <sup>2</sup>	132,66 \$ par m <sup>2</sup>	135,35 \$ par m <sup>2</sup>	Au plus 173,18 \$ par m <sup>2</sup>	31 mars 2023
	Les dépenses d'infrastructure du gouvernement fédéral appuient les priorités sociales, économiques et environnementales du Canada.	Pourcentage des immeubles appartenant à l'État et des immeubles bail-achat de SPAC évalués en fonction de la norme sur l'accessibilité de 2018 de l'Association canadienne de normalisation (CSA B651-2018).	S. O.	S. O.	17 % <sup>6</sup>	Au moins 75 %
Score total de conformité des immeubles appartenant à SPAC et des immeubles bail-achat évalués en fonction de la norme sur l'accessibilité de l'Association canadienne de normalisation de 2018 (CSA B651-2018). <sup>7</sup>		S. O.	S. O.	S. O.	Au moins 80 %	31 mars 2023
Pourcentage de réduction des émissions de gaz à effet de serre dans le portefeuille d'immeubles de SPAC appartenant à l'État, à l'exclusion des logements. <sup>8</sup>		54,3 %	58,1 %	57,6 %	Au moins 40 %	31 mars 2025 <sup>9</sup>

1. Le résultat pour 2019 à 2020 n'était pas disponible au moment de la publication du Rapport sur les résultats ministériels 2019 à 2020. Le résultat est nettement supérieur à la cible de 53 % grâce à une initiative de nettoyage du système ainsi qu'à d'importants travaux de recapitalisation effectués pour certains actifs du portefeuille de SPAC (SCN et région de Toronto).
2. La diminution en pourcentage peut s'expliquer en partie par l'ajout de l'état « inconnu », lequel est attribué aux biens immobiliers qui font l'objet de travaux de rénovation ou d'importants travaux de construction. Dans les années précédentes, ces biens immobiliers étaient considérés comme étant en « bon » état parce que les besoins ou les travaux d'entretien reportés associés à ces biens s'établissaient à 0 \$. Il s'agissait d'une fausse représentation de l'état réel des biens immobiliers, d'où l'ajout de l'état « inconnu ».
3. Le résultat pour 2019 à 2020 n'était pas disponible au moment de la publication du Rapport sur les résultats ministériels 2019 à 2020. Le résultat est inférieur à la cible en raison des améliorations apportées à la méthodologie pour obtenir une évaluation plus précise et représentative de l'état des biens patrimoniaux.
4. Le résultat peut s'expliquer en partie par l'ajout de l'état « inconnu », lequel est attribué aux biens immobiliers qui font l'objet de travaux de rénovation ou d'importants travaux de construction. Dans les années précédentes, ces biens immobiliers étaient considérés comme étant en « bon » état parce que les besoins ou les travaux d'entretien reportés associés à ces biens s'établissaient à 0 \$. Il s'agissait d'une fausse représentation de l'état réel des biens immobiliers, d'où l'ajout de l'état « inconnu ».
5. En raison du coût croissant des matériaux et des retards de construction imputables à la pandémie de COVID-19, le programme de modernisation de l'aménagement n'a pas atteint sa cible.

6. Dans le portefeuille de biens appartenant à l'État et de biens achetés à bail de SPAC, un total de 64 évaluations techniques de l'accessibilité par rapport à la norme CSA B651-2018 ont été réalisées en 2020 à 2021. Cela représente 17 % de l'objectif de procéder à une évaluation technique de l'accessibilité pour ses 371 immeubles appartenant à l'État et immeubles crédit-bail immobilier d'ici 2024.
7. Nouvel indicateur depuis 2021 à 2022.
8. À l'appui des objectifs généraux établis dans le cadre du Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques, SPAC a déjà réduit de 58,1 % ses émissions de GES, ce qui dépasse l'objectif de la Stratégie de développement durable fédérale de 40 % d'ici 2030. Cela représente la somme des initiatives en matière d'efficacité énergétique et de réduction des émissions de GES du portefeuille de biens immobiliers appartenant à l'État de SPAC, de la décarbonisation des réseaux d'électricité à l'échelle du pays et de l'achat de certificats d'énergie renouvelable.
9. La cible pour cet indicateur est de 40 % d'ici 2025 et de 90 % d'ici 2050.

Des renseignements supplémentaires sur les indicateurs de résultats ministériels de Services publics et Approvisionnement Canada sont disponibles dans l'[InfoBase du GC<sup>xx</sup>](#).

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au répertoire des programmes de Services publics et Approvisionnement Canada sont accessibles dans l'[InfoBase du GC<sup>xxi</sup>](#).

### Dépenses budgétaires prévues pour Biens et infrastructure

Dépenses budgétaires 2022 à 2023 (comme indiqué dans le Budget principal des dépenses)	Dépenses prévues 2022 à 2023	Dépenses prévues 2023 à 2024	Dépenses prévues 2024 à 2025
3 438 255 690	3 438 255 690	2 786 161 531	2 796 036 376

La diminution des dépenses nettes prévues traduit l'approbation actuelle du financement du ministère pour réaliser la modernisation de ses grands projets d'infrastructure. Le financement sera rajusté en cas d'approbation ultérieure.

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au répertoire des programmes de Services publics et Approvisionnement Canada sont accessibles dans l'[InfoBase du GC<sup>xxii</sup>](#).

### Ressources humaines prévues pour Biens et infrastructure

Nombre d'équivalents temps plein prévus 2022 à 2023	Nombre d'équivalents temps plein prévus 2023 à 2024	Nombre d'équivalents temps plein prévus 2024 à 2025
4 841,19	4 826,31	4 843,62

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au répertoire des programmes de Services publics et Approvisionnement Canada sont accessibles dans l'[InfoBase du GC<sup>xxiii</sup>](#). 

## Soutien à l'échelle du gouvernement

SPAC fournit des services administratifs et des outils aux organisations fédérales qui leur permettent d'offrir des programmes et des services aux Canadiens.

### Faits saillants de la planification

**Résultat ministériel :** *Les organisations fédérales ont accès à des outils et à des services linguistiques de haute qualité.*

Afin d'aider le mieux possible le gouvernement à servir les Canadiens dans la langue officielle de leur choix, SPAC poursuivra la modernisation de ses outils afin d'offrir plus rapidement des services linguistiques rentables de grande qualité. Le ministère travaillera à la mise en œuvre

de sa plateforme sécurisée de gestion des demandes de services linguistiques, appelée GClingua, et continuera à mettre à l'essai des solutions d'intelligence artificielle au profit de tous ses secteurs d'activité. Par l'intermédiaire du Bureau de la traduction, le ministère élabore une stratégie rigoureuse relative aux données, qui servira de fondement aux outils d'intelligence artificielle et aidera à la prise de décisions fondées sur des données probantes concernant les prochains investissements. Compte tenu de l'augmentation soutenue du nombre de réunions virtuelles, le Bureau de la traduction collaborera avec d'autres ministères et organismes du gouvernement de 2022 à 2023 pour accroître l'accès à l'interprétation à distance dans les langues officielles, autochtones et étrangères et à l'interprétation vidéo à distance en langues des signes, tout en protégeant la santé et la sécurité des interprètes. En tant que chef de file dans le domaine de l'interprétation gestuelle et des communications accessibles au sein du gouvernement fédéral, SPAC s'est engagé à faciliter l'application de la *Loi canadienne sur l'accessibilité*. À ce titre, il offrira des services d'interprétation gestuelle en *American Sign Language* (ASL) et en langue des signes québécoise (LSQ) lors d'événements à haute visibilité. De plus, le Bureau de la traduction étudiera la possibilité d'offrir des services supplémentaires pour assurer l'accès à l'information aux Canadiens sourds, sourds et aveugles ou devenus sourds dont la langue de communication principale est l'ASL ou la LSQ.



Interprète autochtone

**Résultat ministériel :** *Le gouvernement fait affaire avec des fournisseurs éthiques et veille à ce que l'information de nature délicate soit manipulée de manière appropriée.*

De 2022 à 2023, le ministère améliorera l'intégrité des transactions d'approvisionnement et des transactions immobilières fédérales en évaluant et en examinant les nouvelles tendances opérationnelles et du marché afin d'assurer l'efficacité continue du Régime d'intégrité et en renforçant les procédures pour accroître la diligence raisonnable des fournisseurs du gouvernement fédéral.

Pour contribuer aux efforts du gouvernement dans la lutte contre le blanchiment d'argent, SPAC affectera un équivalent temps plein au Centre de coordination de la lutte contre la criminalité financière de Sécurité publique et mettra sur pied une équipe de juricomptables qui viendront appuyer le Régime canadien de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement des activités terroristes, ses partenaires et les organismes d'application de la loi partout au pays.

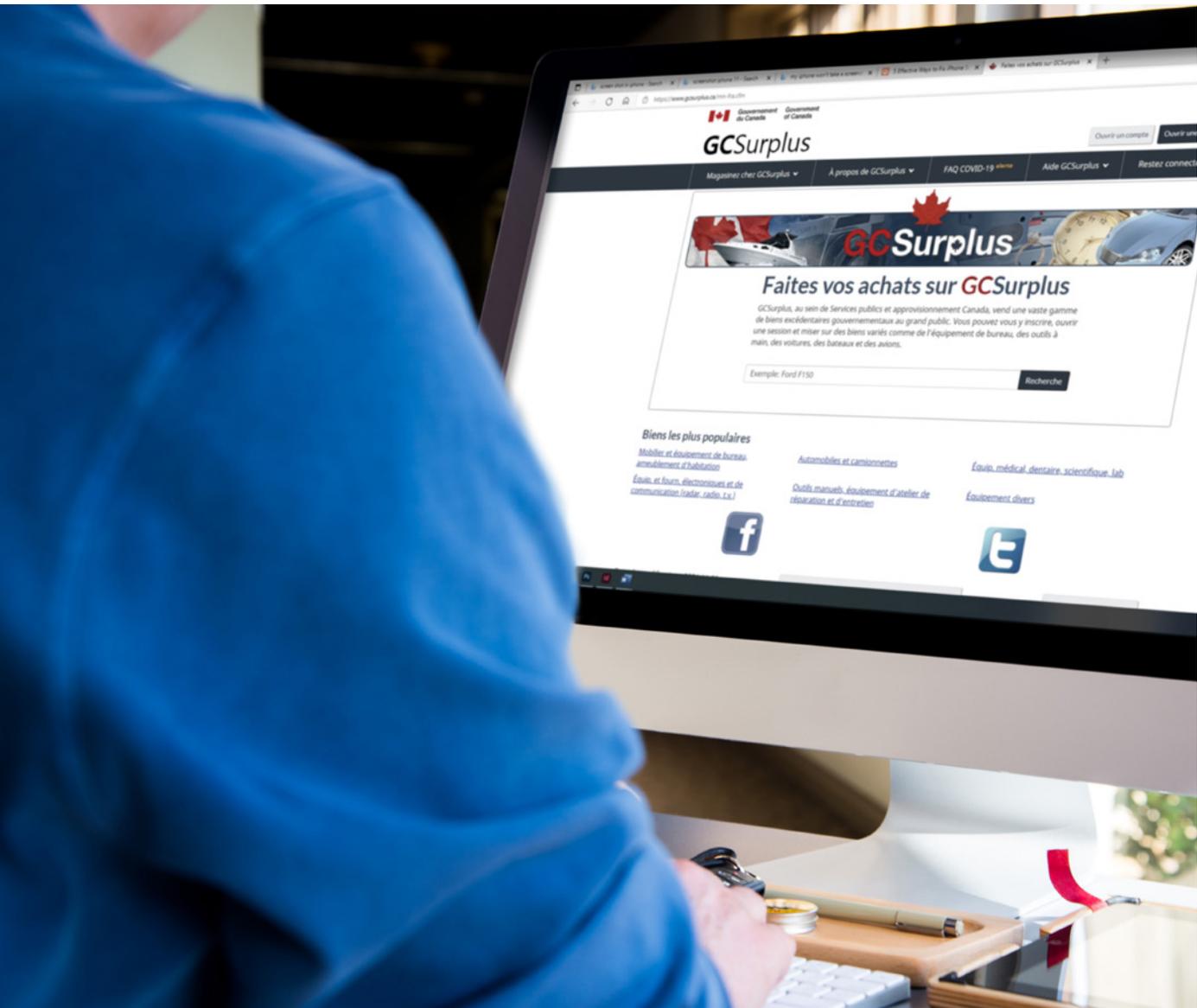
Le ministère accentuera ses efforts grâce à une approche de prestation axée sur le client afin de protéger les renseignements et les actifs sensibles et stratégiques du gouvernement en améliorant les processus du Programme de sécurité des contrats et du Programme des marchandises contrôlées en fonction de la prise de décisions fondées sur les risques. SPAC élaborera et utilisera un questionnaire de sécurité amélioré pour répondre aux menaces à la sécurité nationale liées à l'approvisionnement.

De plus, SPAC travaille en étroite collaboration avec Sécurité publique afin de mettre au point un outil à l'intention de la communauté de l'approvisionnement afin d'accroître la sensibilisation à toutes les menaces potentielles à la sécurité qui peuvent être associées à une acquisition.

Enfin, SPAC mettra en œuvre une stratégie de mobilisation pour les services de gestion des conflits d'ordre commercial dans l'optique de favoriser l'ouverture et la transparence du gouvernement. Il accroîtra la visibilité globale et la promotion des services de règlement extrajudiciaire des différends afin d'aider à régler rapidement les conflits contractuels. Le ministère offrira aussi des procédures de grande qualité de règlement extrajudiciaire des différends afin d'éviter des retards coûteux dans la gestion des marchés et d'éviter les démarches de règlement conventionnelles comme les litiges.

**Résultat ministériel :** *Les organisations fédérales disposent des services de soutien et des outils dont elles ont besoin pour offrir leurs programmes aux Canadiens.*

SPAC offre des services de numérisation et de saisie de données, gère des services d'information gouvernementaux efficaces pour faciliter la surveillance et l'analyse des médias, passe des marchés pour la recherche sur l'opinion publique et la publicité, gère le site publication.gc.ca, et publie le journal officiel du gouvernement du Canada, la *Gazette du Canada*. Le ministère offre également des services spécialisés, notamment l'Office des



Le ministère offre aussi des services spécialisés comme GCSurplus

normes générales du Canada, GCSurplus et la gestion des biens saisis au nom du gouvernement du Canada.

En vertu de la nouvelle *Politique sur les services et le numérique* du Conseil du Trésor, SPAC est chargé de fournir des solutions et des services pangouvernementaux communs en ce qui a trait aux systèmes de gestion électronique des documents, aux solutions de suivi des cas et du déroulement du travail,

ainsi qu'aux plateformes de collaboration. Dans la mesure du possible, SPAC offrira ces services à d'autres ministères du gouvernement d'une manière unifiée et normalisée, en dirigeant les solutions vers l'environnement infonuagique selon la méthode de recouvrement des coûts.

De 2022 à 2023, SPAC collaborera avec Bibliothèque et Archives Canada (BAC) pour trouver des façons d'archiver les

objets numériques dans le système de gestion électronique des documents et des dossiers du gouvernement du Canada (GCdocs). GCdocs offrira une expérience utilisateur simple et harmonieuse grâce à l'intégration de l'application Microsoft Office 365 (M365) à GCdocs, aux services infonuagiques et à l'ouverture de session unique. D'autres mises à niveau et améliorations contribueront également à améliorer les opérations. De plus, SPAC élargira les solutions de suivi des cas et du déroulement du travail (GCCas), notamment les solutions personnalisées pour les clients, l'adoption de l'infonuagique et la modernisation des plateformes, en intégrant un plus grand nombre de clients à l'infonuagique. Des travaux seront aussi effectués en ce qui concerne la préparation d'environnements pour d'autres initiatives infonuagiques.

### **Expérimentation**

Afin d'améliorer sa capacité d'offrir des services rapides, rentables et de qualité, SPAC réalisera des recherches et des expériences ayant trait à l'intelligence artificielle et d'autres technologies langagières émergentes pour appuyer le travail des traducteurs et des interprètes, afin de leur permettre de concentrer leur savoir-faire sur la qualité, et déterminera leur applicabilité et leur faisabilité future en vue de les intégrer dans le processus de travail de traduction. Cette recherche comprend l'examen des applications de l'intelligence artificielle pour la traduction, l'interprétation à distance et la terminologie.

## **Principaux risques**

### **Prestation des programmes et des services**

Il existe un risque que l'accès limité à des ressources compétentes perturbe l'exécution du mandat du ministère à l'appui de solutions pangouvernementales dans les domaines de la gestion de l'information et de la technologie de l'information. Ces solutions permettraient au ministère d'offrir une technologie de pointe, de moderniser les outils et d'optimiser les environnements numériques, comme l'infonuagique, à SPAC et dans les ministères clients.

Le ministère continuera d'encourager les discussions opportunes, ouvertes et transparentes avec les ministères clients au sujet des risques associés aux lacunes en matière de compétences. La mise en œuvre de solutions de rechange, notamment le recours à des mécanismes comme les micromissions ou la réaffectation des ensembles de compétences existants, les affectations internes et l'utilisation de ressources contractuelles, pourrait également servir de stratégie d'atténuation des risques.

### **Protection des renseignements**

Des renseignements personnels, commerciaux et sensibles pourraient être compromis ou divulgués indûment, notamment à la suite d'une atteinte à la cybersécurité, comme un rançongiciel. Pour s'assurer que les renseignements sont bien protégés, SPAC examine les applications à l'aide d'une approche fondée sur les risques, suivie d'une mise en œuvre de mesures de protection

appropriées et utilise l'infrastructure sécurisée du gouvernement du Canada de Services partagés Canada pour traiter et transférer en toute sécurité les renseignements secrets. Pour atténuer encore plus les risques, le ministère mettra en œuvre les mesures de protection décrites dans le Plan de sécurité triennal et en rendra compte, examinera les éléments des exigences du programme des entrepreneurs et mettra en œuvre un plan d'action en matière de cybersécurité afin d'accroître la fiabilité des données utilisées pour les opérations et la prise de décisions et la confiance envers ces données.

Étant donné les autres vulnérabilités possibles en matière de sécurité numérique découlant du fait que les employés du gouvernement du Canada travaillent principalement de la maison, SPAC prend des mesures additionnelles pour sécuriser les renseignements qu'il gère. Ces mesures comprennent la priorisation du Canada comme lieu de stockage des données et la mise en œuvre de mesures de cybersécurité

supplémentaires, conformément au plan d'action pluriannuel sur la cybersécurité.

### **Fraude et autres actes répréhensibles**

En tant que gestionnaire des ressources publiques, SPAC pourrait être victime de fraude, de collusion et d'autres formes d'actes répréhensibles. Dans le cadre des efforts constants visant à protéger les activités contre de telles menaces, le ministère a procédé à une évaluation exhaustive des risques de fraude. Chaque secteur d'activités de SPAC applique un cadre de gestion des risques de fraude à plusieurs volets qui lui permet d'améliorer les politiques, les procédures et les contrôles internes qui contribuent à atténuer les risques de fraude selon sa sphère de responsabilité. SPAC réduira davantage les risques de fraude au sein des ministères en tirant parti du Carrefour antifraude récemment établi, qui supervisera et coordonnera l'application du cadre afin d'assurer la collaboration et l'intégration des activités de réduction des risques de fraude dans tous les secteurs d'activité.

## Résultats prévus pour Soutien à l'échelle du gouvernement

Résultat ministériel 2022 à 2023	Indicateur de rendement 2022 à 2023	Résultat réel 2018 à 2019	Résultat réel 2019 à 2020	Résultat réel 2020 à 2021	Cible pour 2022 à 2023	Date d'atteinte de la cible
Les organisations fédérales ont accès à des outils et à des services linguistiques de haute qualité.	Pourcentage des services linguistiques qui sont conformes aux normes de qualité en vigueur.	87,3 % <sup>1</sup>	S. O. <sup>2</sup>	84,1 % <sup>3</sup>	Au moins 85 %	31 mars 2023
	Pourcentage de satisfaction globale des clients à l'endroit des outils langagiers et des services linguistiques du Bureau de la traduction.	85,6 %	87,8 % <sup>4</sup>	89,8 % <sup>5</sup>	Au moins 90 %	31 mars 2023
Le gouvernement fait affaire avec des fournisseurs éthiques et veille à ce que l'information de nature délicate soit manipulée de manière appropriée.	Pourcentage des demandes de vérification de l'intégrité opérationnelle traitées selon la norme de service à la clientèle de quatre heures.	99 %	99 %	99 %	Au moins 90 %	31 mars 2023
	Pourcentage d'enquêtes de sécurité traitées dans un délai de sept jours ouvrables pour les entrepreneurs et les sous-traitants devant avoir accès à des renseignements protégés.	97 %	98 %	84 % <sup>6</sup>	Au moins 85 %	31 mars 2023
Les organisations fédérales disposent des services de soutien et des outils dont elles ont besoin pour offrir leurs programmes aux Canadiens.	Pourcentage des clients qui sont satisfaits ou très satisfaits des outils et/ou des services de SPAC. <sup>7</sup>	S. O. <sup>8</sup>	S. O. <sup>9</sup>	76 % <sup>10</sup>	Au moins 87 %	31 mars 2023
	Pourcentage des normes de service de SPAC respectées.	74 %	73 %	65 % <sup>11</sup>	Au moins 87 %	31 mars 2023

1. Auparavant, cet indicateur était séparé en trois indicateurs représentant les trois services linguistiques du Bureau de la traduction : la traduction, l'interprétation et la terminologie. En 2020 à 2021, ils ont été fusionnés en un seul indicateur. Le résultat réel pour 2018 à 2019 indiqué dans le tableau est donc calculé sur la base du pourcentage moyen des résultats pour la traduction et la terminologie (sans compter les données d'interprétation, puisque celles-ci sont encore en cours d'élaboration).
2. Auparavant, cet indicateur était séparé en trois indicateurs représentant les trois services linguistiques du Bureau de la traduction : la traduction, l'interprétation et la terminologie. En 2020 à 2021, ils ont été fusionnés en un seul indicateur. Il n'était pas possible de fournir un résultat pour 2019 à 2020, parce que seul le résultat pour la composante « terminologie » était disponible.
3. L'exercice 2020 à 2021 a été le premier pour lequel le Bureau de la traduction disposait de résultats réels pour ses trois secteurs d'activités (traduction, interprétation et terminologie). Le léger écart entre la cible et les résultats réels pour cet indicateur est attribuable à l'augmentation soudaine et importante de la demande pour les services d'interprétation parlementaire en raison de la COVID-19. De plus, étant donné le calendrier de reddition de comptes du Bureau de la traduction, les résultats pour cet indicateur seront toujours ceux pour l'exercice précédent. Il importe de prendre note que même si le résultat réel pour cet indicateur est légèrement en-deçà de la cible, le Bureau de la traduction a dépassé ses cibles pour ce qui est des résultats pour la traduction et de la terminologie.
4. En raison de la pandémie de COVID-19, la seconde moitié de l'évaluation annuelle pour 2019 à 2020 a été annulée. Par conséquent, seuls les résultats de mi-année sont disponibles pour l'exercice financier 2019 à 2020.
5. Cet indicateur prend en compte le pourcentage de satisfaction globale des clients et leur satisfaction à l'endroit des divers outils langagiers auxquels ils ont accès.
6. Le Programme de sécurité des contrats n'a pas atteint l'objectif de 85 % à cause des difficultés qu'il a subies au cours de deux premiers mois de l'exercice financier, lorsque la pandémie a frappé. Son rendement a été touché négativement par les limites du VPN et la demande d'affecter toutes les ressources disponibles aux besoins urgents de la gestion relatifs à la réponse du gouvernement à la COVID-19. Il a depuis rétabli ses niveaux de service et a ramené les résultats de 2020 à 2021 près de la cible.
7. Cet indicateur et la méthodologie connexe ont été révisés au cours du processus de modification du Cadre ministériel des résultats 2022 à 2023.
8. En 2018 à 2019, SPAC a modifié ses pratiques de mesure des clients, et un résultat n'était pas disponible.
9. Les pratiques de mesure des clients ont été modifiées en 2018 à 2019. Les données pour cette année-là n'étaient alors pas disponibles, ce qui n'a pas permis de fournir un résultat dans le Rapport sur les résultats ministériels (RRM) de 2018 à 2019 ainsi que dans le RRM de 2019 à 2020.
10. La rétroaction de la clientèle a permis de mettre en évidence des possibilités d'amélioration quant à la disponibilité en temps réel de l'information en ligne et la nécessité de simplifier les processus. En réponse à ceci, un plan de mobilisation a été élaboré et est actuellement mis en œuvre à l'échelle du ministère.
11. En raison de l'impact de la pandémie de COVID-19 sur la prestation de services et du volume élevé de demande pour des services, plus de services que l'an dernier n'ont pas atteint leurs cibles quant aux normes de service.

Des renseignements supplémentaires sur les indicateurs de résultats ministériels de Services publics et Approvisionnement Canada sont disponibles dans l'[InfoBase du GC<sup>xxiv</sup>](#).

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au répertoire des programmes de Services publics et Approvisionnement Canada sont accessibles dans l'[InfoBase du GC<sup>xxv</sup>](#).

### Dépenses budgétaires prévues pour Soutien à l'échelle du gouvernement

Dépenses budgétaires 2022 à 2023 (comme indiqué dans le Budget principal des dépenses)	Dépenses prévues 2022 à 2023	Dépenses prévues 2023 à 2024	Dépenses prévues 2024 à 2025
164 921 320	164 921 320	133 797 777	126 926 295

La diminution des dépenses nettes prévues est principalement attribuable à l'achèvement du financement supplémentaire pour les services parlementaires ainsi qu'aux économies générées par des technologies comme la traduction automatique neuronale, les processus rationalisés et la réduction des investissements compte tenu des étapes actuelles des projets. Cette réduction découle aussi de l'achèvement des coûts de développement du projet de transformation des systèmes de sécurité industrielle, un portail public sécurisé en ligne unifié pour appuyer les programmes de sécurité des contrats et des marchandises contrôlées.

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au répertoire des programmes de Services publics et Approvisionnement Canada sont accessibles dans l'[InfoBase du GC<sup>xxvi</sup>](#).

### Ressources humaines prévues pour Soutien à l'échelle du gouvernement

Nombre d'équivalents temps plein prévus 2022 à 2023	Nombre d'équivalents temps plein prévus 2023 à 2024	Nombre d'équivalents temps plein prévus 2024 à 2025
2 652,93	2 645,92	2 639,39

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au répertoire des programmes de Services publics et Approvisionnement Canada sont accessibles dans l'[InfoBase du GC<sup>xxvii</sup>](#). 

## Ombudsman de l'approvisionnement

Le Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA) mène ses activités sans aucun lien de dépendance avec les autres organisations fédérales. En vertu de la loi, il doit examiner les pratiques d'approvisionnement des organisations fédérales ainsi que les plaintes des fournisseurs canadiens, et de fournir des services de règlement des différends.

### Faits saillants de la planification

**Résultat ministériel :** *Sensibiliser aux enjeux liés à l'approvisionnement et échanger des renseignements.*

De 2022 à 2023, le Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA) échangera de l'information et sensibilisera les fournisseurs canadiens et les organisations fédérales aux enjeux liés à l'approvisionnement en les invitant à se renseigner sur les défis et les possibilités en matière d'approvisionnement et en les informant à propos de ses services. Le BOA suivra les tendances et les faits nouveaux en matière d'approvisionnement fédéral et en fera rapport.

**Résultat ministériel :** *Les enjeux liés à l'approvisionnement sont réglés grâce au règlement extrajudiciaire des différends.*

Conformément à la devise du BOA « Nous sommes là pour vous aider », le BOA offrira des services de règlement des différends sans frais aux fournisseurs et aux organisations fédérales lorsque des différends surviennent pendant l'exécution d'un contrat. Les médiateurs certifiés du BOA cherchent à résoudre les problèmes et les différends liés à l'approvisionnement le plus rapidement et le plus officieusement possible en rétablissant les voies de communication



Les médiateurs certifiés du BOA cherchent à résoudre les problèmes et les différends liés à l'approvisionnement

entre les fournisseurs et les fonctionnaires fédéraux. Lorsque les problèmes ne peuvent être réglés à l'amiable, le BOA offre des services de médiation pour aider les parties à un contrat fédéral à parvenir à un règlement.

**Résultat ministériel :** *Les enjeux liés à l'approvisionnement sont réglés au moyen de l'examen des plaintes et de l'examen des pratiques d'approvisionnement des organisations fédérales.*

De 2022 à 2023, le BOA traitera les problèmes liés à l'approvisionnement en examinant certaines plaintes de fournisseurs concernant l'attribution d'un marché fédéral d'acquisition de

biens de moins de 30 300 \$ et de services de moins de 121 200 \$. Il examinera également les plaintes des fournisseurs concernant l'administration des marchés fédéraux, peu importe leur valeur monétaire, ainsi que les pratiques d'approvisionnement des organisations fédérales afin d'évaluer leur équité, leur ouverture et leur transparence. Les résultats de ces examens seront publiés et aideront à cerner les pièges à éviter ainsi que les bonnes pratiques à adopter.

### **Analyse comparative entre les sexes plus**

De 2022 à 2023, le BOA continuera d'adopter une optique de diversité et d'inclusion pour toutes ses activités avec des tiers, y compris les ministères, les fournisseurs et le grand public. Afin de soutenir les fournisseurs qui pourraient bénéficier des initiatives d'approvisionnement du ministère, le BOA fera appel à sa compréhension de l'environnement et utilisera les renseignements sur les initiatives de diversité qu'il a recueillis auprès de 83 ministères et organismes fédéraux lors d'un exercice de collecte de renseignements sur les pratiques d'approvisionnement social. Au cours de l'exercice financier, il participera activement au Sous-comité sur la

diversité et l'inclusion de la Fédération canadienne des bureaux de l'ombudsman, qui est un forum permettant aux organismes fédéraux d'ombudsman de tout le Canada d'échanger de l'information sur les programmes, les initiatives et les pratiques exemplaires qui favorisent un milieu de travail diversifié, inclusif et équitable.

### **Principaux risques**

Afin d'atténuer les risques possibles pour son mandat, le BOA recrutera et formera un effectif compétent et multidisciplinaire capable de fournir des services et des produits de grande qualité. Il se tiendra également au courant des tendances, de l'évolution et des initiatives actuelles dans le domaine de l'approvisionnement fédéral afin d'augmenter le plus possible la qualité et la valeur de ses recommandations et de ses extrants.

Le BOA collaborera étroitement avec les intervenants fédéraux en matière d'approvisionnement pour s'assurer de tenir compte des répercussions de ses mesures et de rester concentré sur les besoins des personnes qu'il sert.

## Résultats prévus pour Ombudsman de l'approvisionnement

Résultat ministériel 2022 à 2023	Indicateur de rendement 2022 à 2023	Résultat réel 2018 à 2019	Résultat réel 2019 à 2020	Résultat réel 2020 à 2021	Cible pour 2022 à 2023	Date d'atteinte de la cible
Sensibiliser aux enjeux liés à l'approvisionnement et échanger des renseignements.	Nombre d'activités de sensibilisation tenues chaque année avec les fournisseurs canadiens, principalement les petites et moyennes entreprises, les représentants du gouvernement fédéral et d'autres intervenants.	79	87 <sup>1</sup>	51 <sup>2</sup>	Au moins 48 <sup>3</sup>	31 mars 2023
	Nombre de provinces et territoires où se déroulent ces activités de sensibilisation.	8	9	13	Au moins 6	31 mars 2023
	Pourcentage du nombre de nouvelles visites du site Web du BOA d'une année à l'autre. <sup>4</sup>	S. O.	S. O.	S. O.	Au moins 5 %	31 mars 2023
	Pourcentage de nouveaux abonnés et d'impressions sur les comptes de médias sociaux numériques du BOA d'une année à l'autre. <sup>5</sup>	S. O.	S. O.	S. O.	Au moins 10 %	31 mars 2023
Les enjeux liés à l'approvisionnement sont réglés grâce au règlement extrajudiciaire des différends.	Pourcentage des processus de règlement extrajudiciaire des différends donnant lieu à une entente de règlement convenue par les deux parties.	S. O. <sup>6</sup>	100 %	100 %	Au moins 90 %	31 mars 2023
Les enjeux liés à l'approvisionnement sont réglés au moyen de l'examen des plaintes et des examens des pratiques d'approvisionnement.	Pourcentage des plaintes des fournisseurs examinées dans un délai de 120 jours ouvrables, conformément aux exigences législatives.	100 %	100 %	100 %	100 %	31 mars 2023
	Pourcentage des recommandations faites par l'ombudsman pour lesquelles les organisations fédérales ont pris des mesures.	100 %	100 %	100 %	100 %	31 mars 2023

1. En conséquence directe des efforts du BOA pour faire connaître les questions liées à l'approvisionnement et l'échange de renseignements à l'échelle nationale, le BOA a réorganisé sa stratégie de sensibilisation afin de maximiser le nombre d'événements éducatifs organisés chaque année avec les petites et moyennes entreprises et les fonctionnaires fédéraux dans tout le Canada. C'est pourquoi les résultats annuels ont dépassé de manière exponentielle la cible fixée.
2. Malgré les circonstances difficiles occasionnées par la COVID-19 au cours de la dernière année, le BOA a poursuivi ses activités de sensibilisation au sujet des problèmes d'approvisionnement et d'échange d'information à l'échelle nationale. La transition à une plateforme lui a permis de maximiser le nombre d'événements éducatifs organisés par année avec de petites et moyennes entreprises et des représentants fédéraux partout au Canada, et ainsi de dépasser largement la cible. Par conséquent, il a révisé sa cible pour 2021 à 2022.
3. L'augmentation de la cible s'explique par une meilleure compréhension de la tenue d'activités de conscientisation en ligne.
4. Nouvel indicateur depuis 2021 à 2022.
5. Nouvel indicateur depuis 2022 à 2023.
6. De 2018 à 2019, le BOA a reçu quatre demandes de règlement extrajudiciaire des différends (RED). L'une des demandes de RED a été réglée entre le fournisseur et l'organisation fédérale avant le début d'un processus officiel et l'autre s'est poursuivie en 2019 à 2020. Le BOA a également fourni des services de RED à l'égard de deux dossiers entamés l'année précédente.

Des renseignements supplémentaires sur les indicateurs de résultats ministériels de Services publics et Approvisionnement Canada sont disponibles dans l'[InfoBase du GC<sup>xxviii</sup>](#).

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au répertoire des programmes de Services publics et Approvisionnement Canada sont accessibles dans l'[InfoBase du GC<sup>xxix</sup>](#).

### Dépenses budgétaires prévues pour Ombudsman de l'approvisionnement

Dépenses budgétaires 2022 à 2023 (comme indiqué dans le Budget principal des dépenses)	Dépenses prévues 2022 à 2023	Dépenses prévues 2023 à 2024	Dépenses prévues 2024 à 2025
4 198 354	4 198 354	4 198 364	4 198 364

Il n'y a pas d'écart important dans les dépenses nettes prévues.

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au répertoire des programmes de Services publics et Approvisionnement Canada sont accessibles dans l'[InfoBase du GC<sup>xxx</sup>](#).

### Ressources humaines prévues pour Ombudsman de l'approvisionnement

Nombre d'équivalents temps plein prévus 2022 à 2023	Nombre d'équivalents temps plein prévus 2023 à 2024	Nombre d'équivalents temps plein prévus 2024 à 2025
29,41	29,41	29,41

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au répertoire des programmes de Services publics et Approvisionnement Canada sont accessibles dans l'[InfoBase du GC<sup>xxxi</sup>](#). 



La Colline du Parlement illuminée pour la Journée internationale des personnes handicapées

## Services internes : résultats prévus

Les services internes sont les services fournis au sein d'un ministère afin qu'il puisse respecter ses obligations et exécuter ses programmes. Les dix catégories de services internes sont les suivantes :

- services de gestion et de surveillance;
- services des communications;
- services juridiques;
- services de gestion des ressources humaines;
- services de gestion des finances;
- services de gestion de l'information;
- services de technologie de l'information;
- services de gestion des biens immobiliers;
- services de gestion du matériel;
- services de gestion des acquisitions

## Faits saillants de la planification

### Services de communication

Le ministère continue d'améliorer sa façon de communiquer avec la population canadienne et ses employés grâce à l'utilisation de nouvelles technologies et tactiques. Cela comprend des activités de communication adaptées au groupe cible, comme des relations proactives avec les médias, des communications narratives, une utilisation accrue du contenu multimédia et une présence accrue sur les médias sociaux. Ces activités et d'autres initiatives seront déployées à l'interne et à l'externe pour communiquer et appuyer le travail et les résultats du ministère. De 2022 à 2023, la centralisation de la fonction Web à SPAC sera terminée, ce qui permettra une meilleure intégration des messages et favorisera une approche centrée sur l'utilisateur, accessible et axée sur les tâches pour ce qui est de la communication de renseignements et la prestation de services. Au cours de l'année à venir, l'accent sera mis sur la recherche des meilleurs outils pour gérer efficacement la présence Web de SPAC alors que le ministère explore différents systèmes de gestion de contenu pour Internet et l'intranet.

Le ministère cherchera également d'autres occasions d'accroître l'ouverture et la transparence en publiant de l'information de façon proactive dans la mesure du possible.

### Services de gestion des ressources humaines

En ce qui concerne la diversité et l'inclusion, SPAC augmentera la représentation des groupes diversifiés et racisés à tous les niveaux de l'organisation afin de mieux représenter la population canadienne. Le ministère poursuivra sa collaboration

avec ses réseaux de diversité et son Groupe de travail sur l'antiracisme, la culture organisationnelle et l'équité pour tirer des leçons de l'expérience vécue par ses membres. Cette collaboration aidera le ministère à mettre en œuvre le Plan d'action pour la diversité et l'inclusion. SPAC a également rédigé la version provisoire du Plan d'accessibilité qui sert de point de départ pour éliminer les obstacles et positionner le ministère comme chef de file dans le domaine de l'accessibilité. En ce qui concerne les langues officielles, SPAC participe à l'exercice du Modèle de maturité des langues officielles du Commissariat aux langues officielles et tiendra compte des résultats de cet exercice dans l'élaboration de son prochain plan stratégique en matière de langues officielles.

Pour favoriser la santé mentale et le bien-être, SPAC donnera des outils aux gestionnaires et aux employés et leur offrira un accès virtuel à des services et des consultations en matière de santé mentale et de bien-être. Le ministère élabore également une stratégie en matière de santé mentale, de bien-être et d'inclusion qui répond à la Norme sur la santé et la sécurité psychologiques et appuie la diversité et l'inclusion ainsi que la prévention du harcèlement et de la violence. Cette stratégie est fondée sur le besoin des employés d'avoir un milieu de travail sain, respectueux et positif qui favorise leur participation.

### Services de gestion et de surveillance

SPAC optimisera la sécurité et appuiera son effectif tout au long des transitions continues associées à l'innovation, à la transformation et à l'évolution du travail. Cet objectif sera atteint grâce à la réalisation de divers projets décrits dans le nouveau Plan de sécurité ministériel triennal axé

sur l'atténuation des risques associés à l'évolution du contexte de la sécurité.

Bien que la pandémie de COVID-19 en cours ait posé d'importants défis au ministère sur le plan de la collaboration avec les partenaires autochtones, SPAC continue de travailler à une approche coordonnée de la réconciliation à l'échelle de l'organisation et avec les partenaires autochtones. Le ministère poursuivra ses activités de mobilisation liées à l'élaboration d'une stratégie ministérielle de réconciliation. En outre, il continue de cerner des possibilités d'élaborer et d'améliorer des politiques, des lignes directrices, des programmes et des initiatives qui feront progresser la réconciliation. De plus, un cadre visant à intégrer la perspective autochtone dans les évaluations continues, au besoin, est en cours d'élaboration et devrait être terminé au cours de l'exercice 2022 à 2023.

L'ACS Plus peut faire une différence dans l'élaboration d'initiatives inclusives dans l'ensemble des secteurs d'activité de SPAC, de l'approvisionnement à la gestion des biens immobiliers et de l'infrastructure, en passant par les services de traduction et l'administration de la paye. SPAC appuiera l'utilisation significative et systématique de l'ACS Plus pour évaluer les différentes répercussions des initiatives ministérielles, en fonction des facteurs d'identité et de leur intersection. Le ministère poursuivra les efforts visant à renforcer sa structure organisationnelle de l'ACS Plus, notamment par une surveillance accrue de l'adoption de l'ACS Plus et par un cadre de production de rapports plus rigoureux de l'ACS Plus. SPAC s'efforcera aussi d'améliorer l'accès aux données et aux éléments de preuve à l'appui de l'ACS Plus, et à accroître davantage les connaissances et les capacités dans ce domaine dans l'ensemble du ministère.

### Dépenses budgétaires prévues pour les services internes

Dépenses budgétaires 2022 à 2023 (comme indiqué dans le Budget principal des dépenses)	Dépenses prévues 2022 à 2023	Dépenses prévues 2023 à 2024	Dépenses prévues 2024 à 2025
308 579 366	308 579 366	261 196 712	257 392 274

La diminution des dépenses nettes prévues est principalement attribuable à l'achèvement prévu de la plateforme fiable du gouvernement du Canada (PFGC), un projet qui fournira initialement une infrastructure pour les applications exigeant un niveau élevé de sécurité. La baisse découle également de la fin du financement supplémentaire des services de ressources humaines pour les employés de l'administration de la paye.

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au répertoire des programmes de Services publics et Approvisionnement Canada sont accessibles dans l'[InfoBase du GC<sup>xxxii</sup>](#).

### Ressources humaines prévues pour les services internes

Nombre d'équivalents temps plein prévus 2022 à 2023	Nombre d'équivalents temps plein prévus 2023 à 2024	Nombre d'équivalents temps plein prévus 2024 à 2025
3 263,34	3 237,41	3 221,41







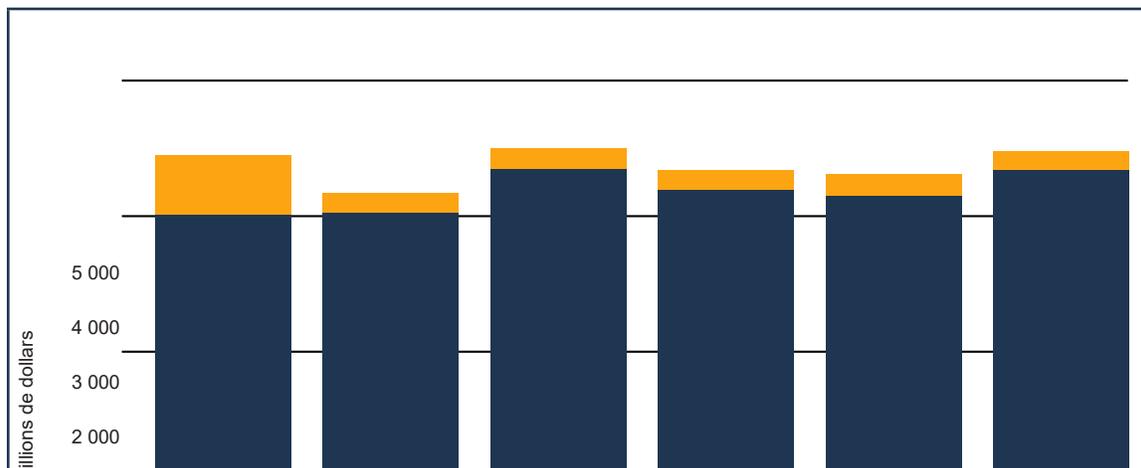
## Dépenses et ressources humaines prévues

Cette section donne un aperçu des dépenses et des ressources humaines du ministère prévues pour les trois prochains exercices et compare les dépenses prévues pour l'exercice 2022 à 2023 avec les dépenses réelles pour l'exercice en cours et l'exercice précédent.

### Dépenses prévues

#### Dépenses ministérielles de l'exercice 2019 à 2020 à l'exercice 2024 à 2025

Le graphique ci dessous présente les dépenses prévues (votées et législatives) au fil du temps.



Le graphique des tendances relatives aux dépenses du ministère présente les tendances des dépenses prévues et réelles du ministère au fil du temps. Les données qui représentent les dépenses réelles (de l'exercice 2019 à 2020 à l'exercice 2020 à 2021), les dépenses projetées (exercice 2021 à 2022) et les dépenses prévues (de l'exercice 2022 à 2023 à l'exercice 2024 à 2025) sont réparties entre les dépenses législatives et les dépenses votées.

L'analyse des écarts entre les dépenses réelles, les dépenses projetées et les dépenses prévues est présentée dans la section « Sommaire de la planification budgétaire pour les responsabilités essentielles et les services internes ».

### Sommaire de la planification budgétaire pour les responsabilités essentielles et les services internes (en dollars)

Le tableau ci dessous présente des renseignements sur les dépenses pour chaque responsabilité essentielle de Services publics et Approvisionnement Canada et pour ses services internes pour 2022 à 2023 et les autres exercices pertinents.

Responsabilités essentielles et Services internes	Dépenses réelles 2019 à 2020	Dépenses réelles 2020 à 2021	Prévisions des dépenses 2021 à 2022	Dépenses budgétaires 2022 à 2023 (comme indiqué dans le Budget principal des dépenses)	Dépenses prévues 2022 à 2023	Dépenses prévues 2023 à 2024	Dépenses prévues 2024 à 2025
Achat de biens et de services	160 744 972	505 799 452	257 410 920	186 574 422	186 574 422	162 440 510	154 510 774
Paiements et comptabilité	547 993 891	620 095 297	609 612 910	537 083 995	537 083 995	227 755 074	203 368 771
Biens et infrastructure	2 626 433 017	2 755 014 069	2 953 334 445	3 438 255 690	3 438 255 690	2 786 161 531	2 796 036 376
Soutien à l'échelle du gouvernement	151 289 700	181 625 449	192 074 603	164 921 320	164 921 320	133 797 777	126 926 295
Ombudsman de l'approvisionnement	3 987 055	4 091 748	4 490 115	4 198 354	4 198 354	4 198 364	4 198 364
<b>Total partiel</b>	<b>3 490 448 635</b>	<b>4 066 626 015</b>	<b>4 016 922 993</b>	<b>4 331 033 781</b>	<b>4 331 033 781</b>	<b>3 314 353 256</b>	<b>3 285 040 580</b>
Services internes	338 238 741	380 244 932	381 691 205	308 579 366	308 579 366	261 196 712	257 392 274
<b>Total</b>	<b>3 828 687 376</b>	<b>4 446 870 947</b>	<b>4 398 614 198</b>	<b>4 639 613 147</b>	<b>4 639 613 147</b>	<b>3 575 549 968</b>	<b>3 542 432 854</b>

*Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.*

Les écarts observés s'expliquent comme suit :

- De 2022 à 2023, le ministère prévoit dépenser environ **241 millions de dollars** de plus que les dépenses prévues de 2021 à 2022. L'augmentation est principalement attribuable à ce qui suit :
  - Le financement pour la réalisation de projets de biens immobiliers et d'infrastructure du ministère, compensé en partie par une diminution du financement reçu pour les activités liées à la réponse du ministère à la COVID-19, notamment l'acquisition de biens et de services essentiels, comme de l'équipement de protection individuelle et des fournitures de santé.

- De 2024 à 2025, le ministère prévoit dépenser environ **1 097 millions de dollars** de moins qu'en 2022 à 2023. Cette diminution est attribuable à la fin ou à la réduction progressive du financement d'une vaste gamme d'initiatives, notamment :
  - L'approbation du financement actuel du ministère pour la modernisation de ses grands projets d'infrastructure. Le financement sera rajusté en cas d'approbation ultérieure.
  - La fin du financement supplémentaire reçu afin de stabiliser les opérations de paye et de réduire l'arriéré des problèmes de paye. Le financement sera rajusté en cas d'approbation ultérieure.

### Sommaire des dépenses budgétaires brutes et nettes prévues pour 2022 à 2023 (en dollars)

Le tableau ci dessous fait le rapprochement des dépenses brutes prévues et des dépenses nettes prévues pour 2022 à 2023.

Responsabilités essentielles et Services internes	Dépenses brutes prévues 2022 à 2023	Recettes prévues affectées aux dépenses 2022 à 2023	Dépenses nettes prévues 2022 à 2023
Achat de biens et de services	580 530 640	393 956 218	186 574 422
Paiements et comptabilité	698 283 424	161 199 429	537 083 995
Biens et infrastructure	6 724 261 326	3 286 005 636	3 438 255 690
Soutien à l'échelle du gouvernement	493 784 619	328 863 299	164 921 320
Ombudsman de l'approvisionnement	4 198 354	0	4 198 354
<b>Total partiel</b>	<b>8 501 058 363</b>	<b>4 170 024 582</b>	<b>4 331 033 781</b>
Services internes	381 215 833	72 636 467	308 579 366
<b>Total</b>	<b>8 882 274 196</b>	<b>4 242 661 049</b>	<b>4 639 613 147</b>

Les principales sources de recettes du ministère, déduites des dépenses, sont perçues par l'intermédiaire du programme fédéral Locaux fédéraux et Infrastructure des Biens immobiliers, ainsi que par ses trois fonds renouvelables actifs.

Le Fonds renouvelable des Services immobiliers (FRSI) perçoit la plupart des recettes en fournissant des services immobiliers, comme la réalisation de projets, la gestion des installations et les services consultatifs. Le programme fédéral Locaux fédéraux et Infrastructure des Biens immobiliers génère des revenus principalement en offrant des espaces, des salles de conférence et des places de stationnement, en préparant des espaces à l'occupation et en produisant et en distribuant des services publics.

Les recettes sont également perçues par le Fonds renouvelable des services optionnels (FRSO), qui fournit des services de déplacement et d'achat de vaccins, ainsi que par le Fonds renouvelable du Bureau de la traduction (FRBT) qui offre des services de traduction, d'interprétation et d'autres services linguistiques.

## Ressources humaines prévues

Le tableau ci-dessous présente des renseignements sur les ressources humaines, en équivalents temps plein réels, pour chaque responsabilité essentielle de Services publics et Approvisionnement Canada et pour ses services internes pour 2022 à 2023 et les autres exercices pertinents.

### Sommaire de la planification des ressources humaines pour les responsabilités essentielles et les services internes

Responsabilités essentielles et Services internes	Équivalents temps plein réels 2019 à 2020	Équivalents temps plein réels 2020 à 2021	Prévisions d'équivalents temps plein 2021 à 2022	Équivalents temps plein prévus 2022 à 2023	Équivalents temps plein prévus 2023 à 2024	Équivalents temps plein prévus 2024 à 2025
Achat de biens et services	1 798,00	1 910,00	1 857,00	2 192,68	2 169,01	2 162,38
Paiements et comptabilité	4 537,16	4 683,53	4 748,20	4 791,55	2 415,91	2 412,95
Biens et infrastructure	4 145,84	4 226,01	4 521,29	4 841,19	4 826,31	4 843,62
Soutien à l'échelle du gouvernement	2 470,33	2 579,18	2 622,12	2 652,93	2 645,92	2 639,39
Ombudsman de l'approvisionnement	24,86	29,34	21,17	29,41	29,41	29,41
<b>Total partiel</b>	<b>12 976,19</b>	<b>13 428,06</b>	<b>13 769,78</b>	<b>14 507,76</b>	<b>12 086,56</b>	<b>12 087,75</b>
Services internes	3 007,75	3 195,40	3 336,67	3 263,34	3 237,41	3 221,41
<b>Total</b>	<b>15 983,94</b>	<b>16 623,46</b>	<b>17 106,45</b>	<b>17 771,10</b>	<b>15 323,97</b>	<b>15 309,16</b>

## Budget des dépenses par crédit voté

Des renseignements sur les crédits de Service publics et Approvisionnement Canada sont accessibles dans le [Budget principal des dépenses 2022 à 2023](#)<sup>xxxiii</sup>.

## État des résultats condensé prospectif

L'état des résultats condensé prospectif donne un aperçu des opérations de Services publics et Approvisionnement Canada de l'exercice 2021 à 2022 à l'exercice 2022 à 2023.

Les montants des prévisions et les montants prévus dans le présent état des résultats ont été préparés selon la méthode de comptabilité d'exercice. Les montants des prévisions et les montants prévus qui sont présentés dans d'autres sections du plan ministériel ont été établis selon la méthode de comptabilité axée sur les dépenses. Les montants peuvent donc différer.

Un état des résultats prospectif plus détaillé et des notes afférentes, notamment un rapprochement des coûts de fonctionnement nets et des autorisations demandées, se trouvent sur le [site Web de Services publics et Approvisionnement Canada](#)<sup>xxxiv</sup>.

**État des résultats condensé prospectif pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023 (en dollars)**

Renseignements financiers	Prévisions des résultats 2021 à 2022	Résultats prévus 2022 à 2023	Écart (résultats prévus pour 2022 à 2023 moins prévisions des résultats de 2021 à 2022)
Total des dépenses	6 867 623 567	7 091 506 440	223 882 873
Total des revenus	3 219 730 557	3 468 270 589	248 540 032
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	3 647 893 010	3 623 235 851	(24 657 159)

Le coût de fonctionnement net devrait demeurer stable en 2022 à 2023 par rapport à 2021 à 2022, avec une légère diminution de 24,7 millions de dollars ou 0,7 %. 🍁





## Renseignements ministériels

### Profil organisationnel

**Ministre de tutelle :** Filomena Tassi, c.p., députée

**Administrateur général :** Paul Thompson

**Portefeuille ministériel :** Services publics et Approvisionnement Canada

**Instruments habilitants :** La *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux*<sup>xxxv</sup> établit le ministère des Services publics et de l'Approvisionnement Canada.

**Année d'incorporation ou de création :** 1841

**Autres :** La ministre des Services publics et de l'Approvisionnement a des responsabilités en vertu de 19 autres lois. Les plus importantes sont les suivantes :

- *Loi sur Services partagés Canada*<sup>xxxvi</sup>
- *Loi sur la capitale nationale*<sup>xxxvii</sup>
- *Loi sur la Société canadienne des postes*<sup>xxxviii</sup>
- *Loi sur l'expropriation*<sup>xxxix</sup>
- *Loi sur la production de défense*<sup>xl</sup>
- *Loi sur l'administration des biens saisis*<sup>xli</sup>
- *Loi sur les biens de surplus de la Couronne*<sup>xlii</sup>
- *Loi sur la gestion des finances publiques*<sup>xliii</sup>

## Raison d'être, mandat et rôle : composition et responsabilités

Des renseignements sur la raison d'être, le mandat et le rôle de Services publics et Approvisionnement Canada se trouvent dans le [site Web de SPAC<sup>xliv</sup>](#).

Des renseignements sur les engagements de la lettre de mandat de Services publics et Approvisionnement Canada se trouvent dans la [lettre de mandat de la ministre<sup>xlv</sup>](#).

## Contexte opérationnel

Des renseignements sur le contexte opérationnel se trouvent dans le [site Web de SPAC<sup>xlvi</sup>](#).

## Cadre de présentation de rapports

Le cadre ministériel des résultats et le répertoire des programmes approuvés de Services publics et Approvisionnement Canada pour 2022 à 2023 sont illustrés ci-dessous.

### Description

#### 1. Achat de biens et de services

SPAC achète des biens et des services pour le compte du gouvernement du Canada.

#### 2. Paiements et comptabilité

SPAC perçoit les recettes et émet les paiements, tient les comptes financiers du Canada, produit les rapports financiers et gère les services de paye et de pension pour le gouvernement du Canada.

#### 3. Biens et infrastructure

SPAC fournit des locaux à bureaux aux fonctionnaires fédéraux et aux parlementaires; construit, entretient et gère les biens fédéraux et d'autres ouvrages publics, comme les ponts et les barrages; et fournit des services connexes aux organisations fédérales.

#### 4. Soutien à l'échelle du gouvernement

SPAC fournit des services administratifs et des outils aux organisations fédérales qui leur permettent d'offrir des programmes et des services aux Canadiens.

#### 5. Ombudsman de l'approvisionnement

Le Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement mène ses activités sans aucun lien de dépendance avec les autres organisations fédérales. En vertu de la loi, il doit examiner les pratiques d'approvisionnement des organisations fédérales ainsi que les plaintes des fournisseurs canadiens, et fournir des services de règlement des différends.

## Résultats ministériels et indicateurs de résultat ministériels

### 1. Achat de biens et de services

#### 1.1 Les organisations fédérales disposent des produits et des services dont elles ont besoin, au moment opportun et au meilleur rapport qualité-prix.

- 1.1.1 Pourcentage de la satisfaction globale des clients à l'égard des services d'approvisionnement de SPAC
- 1.1.2 Pourcentage des contrats originaux d'une complexité de niveau 1 (de base) attribués dans les délais prescrits
- 1.1.3 Pourcentage des contrats originaux d'une complexité de niveau 2 (normal) attribués dans les délais prescrits
- 1.1.4 Coût des services d'approvisionnement par 100 \$ de contrat
- 1.1.5 Pourcentage de processus d'approvisionnement concurrentiels par rapport aux contrats à fournisseur unique
- 1.1.6 Pourcentage de processus d'approvisionnement concurrentiels complexes pour lesquels au moins deux soumissions satisfaisantes ont été reçues (Niveaux 35)

#### 1.2 Les achats du gouvernement sont facilement accessibles, justes et transparents pour les fournisseurs.

- 1.2.1 Pourcentage des fournisseurs qui considèrent le processus d'approvisionnement comme étant facilement accessible
- 1.2.2 Pourcentage des fournisseurs qui considèrent le processus d'approvisionnement comme étant juste et transparent

#### 1.3 Les achats du gouvernement appuient les objectifs économiques, environnementaux et sociaux du Canada.

- 1.3.1 Pourcentage de la valeur des contrats attribués à de petites et moyennes entreprises
- 1.3.2 Pourcentage des contrats, des offres à commandes et des arrangements en matière d'approvisionnement de SPAC qui visent des biens et des services « écologiques »
- 1.3.3 Pourcentage de participation de fournisseurs autochtones aux processus d'approvisionnement
- 1.3.4 Pourcentage de participation de fournisseurs qui sont des femmes aux processus d'approvisionnement

### 2. Paiements et comptabilité

#### 2.1 Les Canadiens, les entreprises et les organisations reçoivent les paiements dans les délais et les recettes pour les services gouvernementaux sont perçues de manière efficace.

- 2.1.1 Pourcentage des paiements émis dans les délais prescrits
- 2.1.2 Pourcentage des fonds versés au gouvernement du Canada qui sont rapprochés dans un délai de deux jours ouvrables
- 2.1.3 Pourcentage des paiements versés aux autorités taxatrices au lieu d'impôts fonciers, et ce dans les délais prescrits

## Résultats ministériels et indicateurs de résultat ministériels (suite)

**2.2** Les cotisants aux régimes de pension fédéraux reçoivent les prestations de pension, les avantages sociaux et les services de soutien auxquels ils ont droit de manière opportune et exacte.

**2.2.1** Pourcentage des paiements de pension traités de manière exacte et dans les délais

**2.3 En collaboration avec les ministères du gouvernement, les employés reçoivent des services exacts et rapides en ce qui concerne la paye et les avantages sociaux.**

**2.3.1** Nombre d'employés confrontés à des erreurs de paye potentielles au Centre des services de paye

**2.3.2** Pourcentage des cas soumis à temps au Centre des services de paye

**2.3.3** Pourcentage de cas, soumis à temps au Centre de paye, qui ont été traités à temps

**2.4 Les Canadiens ont un accès en temps opportun à des renseignements fiables sur les finances du Canada.**

**2.4.1** Les Comptes publics du Canada sont publiés sur le site Web du ministère dans les 24 heures suivant leur dépôt à la Chambre des communes

**2.4.2** Les renseignements présentés dans les états financiers du gouvernement du Canada sont exacts

### **3. Biens et infrastructure**

**3.1 Les biens immobiliers fédéraux et les services connexes répondent aux besoins des clients du gouvernement fédéral, des partenaires et/ou des parlementaires, et garantissent aux Canadiens le meilleur rapport qualité-prix.**

**3.1.1** Pourcentage des immeubles appartenant à l'État qui sont dans un état adéquat ou meilleur

**3.1.2** Pourcentage des édifices patrimoniaux appartenant à l'État qui sont dans un état adéquat ou meilleur

**3.1.3** Pourcentage des locaux à bureaux gérés par SPAC qui sont modernisés chaque année, afin de respecter les normes d'aménagement des locaux en vigueur du gouvernement du Canada en tant qu'approche du Milieu de travail GC

**3.1.4** Pourcentage des projets immobiliers qui sont exécutés dans le respect de la portée, des délais et du budget

**3.1.5** Pourcentage du temps pendant lequel les installations de SPAC sont totalement opérationnelles

**3.1.6** Dépenses de fonctionnement par mètre carré des locaux à bureaux appartenant à l'État

**3.2 Les dépenses d'infrastructure du gouvernement fédéral appuient les priorités sociales, économiques et environnementales du Canada.**

**3.2.1** Pourcentage des immeubles appartenant à l'État et des immeubles bail-achat de SPAC évalués en fonction de la norme sur l'accessibilité de 2018 de l'Association canadienne de normalisation (CSA B651-2018)

## Résultats ministériels et indicateurs de résultat ministériels (suite)

- 3.2.2 Score total de conformité des immeubles appartenant à SPAC et des immeubles bail-achat évalués en fonction de la norme sur l'accessibilité de l'Association canadienne de normalisation de 2018 (CSA B651-2018)
- 3.2.3 Pourcentage de réduction des émissions de gaz à effet de serre dans le portefeuille d'immeubles de SPAC appartenant à l'État, à l'exclusion des logements

### 4. Soutien à l'échelle du gouvernement

#### 4.1 Les organisations fédérales ont accès à des outils et à des services linguistiques de haute qualité.

- 4.1.1 Pourcentage des services linguistiques qui sont conformes aux normes de qualité en vigueur
- 4.1.2 Pourcentage de satisfaction globale des clients à l'endroit des outils langagiers et des services linguistiques du Bureau de la traduction

#### 4.2 Le gouvernement fait affaire avec des fournisseurs éthiques et veille à ce que l'information de nature délicate soit manipulée de manière appropriée.

- 4.2.1 Pourcentage des demandes de vérification de l'intégrité opérationnelle traitées selon la norme de service à la clientèle de quatre heures
- 4.2.2 Pourcentage d'enquêtes de sécurité traitées dans un délai de sept jours ouvrables pour les entrepreneurs et les sous-traitants devant avoir accès à des renseignements protégés

#### 4.3 Les organisations fédérales disposent des services de soutien et des outils dont elles ont besoin pour offrir leurs programmes aux Canadiens.

- 4.3.1 Pourcentage des clients qui sont satisfaits ou très satisfaits des outils et/ou des services de SPAC
- 4.3.2 Pourcentage des normes de service de SPAC respectées

### 5. Ombudsman de l'approvisionnement

#### 5.1 Sensibiliser aux enjeux liés à l'approvisionnement et échanger des renseignements.

- 5.1.1 Nombre d'activités de sensibilisation tenues chaque année avec les fournisseurs canadiens, principalement les petites et moyennes entreprises, les représentants du gouvernement fédéral et d'autres intervenants
- 5.1.2 Nombre de provinces et territoires où se déroulent ces activités de sensibilisation
- 5.1.3 Pourcentage du nombre de nouvelles visites du site Web du BOA d'une année à l'autre
- 5.1.4 Pourcentage de nouveaux abonnés et d'impressions sur les comptes de médias sociaux numériques du BOA d'une année à l'autre

#### 5.2 Les enjeux liés à l'approvisionnement sont réglés grâce au règlement extrajudiciaire des différends.

- 5.2.1 Pourcentage des processus de règlement extrajudiciaire des différends donnant lieu à une entente de règlement convenue par les deux parties

## Résultats ministériels et indicateurs de résultat ministériels (suite)

### **5.3 Les enjeux liés à l’approvisionnement sont réglés au moyen de l’examen des plaintes et de l’examen des pratiques d’approvisionnement des organisations fédérales.**

**5.3.1** Pourcentage des plaintes des fournisseurs examinés dans un délai de 120 jours ouvrables, conformément aux exigences législatives

**5.3.2** Pourcentage des recommandations faites par l’ombudsman pour lesquelles les organisations fédérales ont pris des mesures

## Répertoire des programmes

### **1. Achat de biens et de services**

- Programme des approvisionnements

### **2. Paiements et comptabilité**

- Administration de la paye fédérale
- Administration de la pension fédérale
- Paiement en remplacement d’impôt aux administrations locales
- Paiements et perception des recettes
- Comptabilité et production de rapports à l’échelle du gouvernement
- Opérations du Cap-Breton (OCB)—Avantages des legs en matière de RH

### **3. Biens et infrastructure**

- Locaux fédéraux et infrastructure
- Services immobiliers
- Colline du Parlement et ses environs
- Opérations du Cap-Breton (OCB)—Gestion du portefeuille

### **4. Soutien à l’échelle du gouvernement**

- Services linguistiques
- Services de communication
- Services organisationnels pangouvernementaux
- Services d’imagerie documentaire
- Aliénation des biens
- Stratégie de service
- Office des normes générales du Canada
- Services de sécurité et de surveillance

### **5. Ombudsman de l’approvisionnement**

- Ombudsman de l’approvisionnement

## **Changements apportés au cadre de présentation de rapports approuvé depuis 2021 à 2022**

SPAC n'a apporté que des modifications mineures à son Cadre ministériel des résultats 2022 à 2023. Ces modifications représentent des changements au niveau des résultats et des indicateurs du ministère. Par conséquent, les responsabilités essentielles de SPAC ne changent pas. L'inventaire des programmes de SPAC a toutefois été modifié pour amalgamer deux Programmes en un seul sous la Responsabilité essentielle Achats de biens et de services. 🍁





La Stratégie nationale de construction navale continue de favoriser la prospérité dans des collectivités de tout le pays

## Renseignements connexes sur le répertoire des programmes

Des renseignements sur les dépenses prévues, les ressources humaines et les résultats liés au répertoire des programmes de Services publics et Approvisionnement Canada sont accessibles dans l'[InfoBase du GC](#)<sup>xlvii</sup>. 🇨🇦



# Tableaux de renseignements supplémentaires

Les tableaux de renseignements supplémentaires ci-dessous sont accessibles sur le site Web de Services publics et Approvisionnement Canada<sup>xlviii</sup>:

- Renseignements sur les programmes de paiements de transfert de plus de 5 millions de dollars<sup>xlix</sup>
- Analyse comparative entre les sexes plus<sup>l</sup>
- Programme à l'horizon 2030 et objectifs de développement durable des Nations Unies<sup>li</sup> 



# Dépenses fiscales fédérales

Le plan ministériel de Services publics et Approvisionnement Canada ne comprend pas de renseignements sur les dépenses fiscales.

Les mesures fiscales relèvent du ministre des Finances. Le ministère des Finances Canada publie chaque année des estimations et des projections du coût des dépenses fiscales fédérale dans le [Rapport sur les dépenses fiscales fédérales](#)<sup>li</sup>. Ce rapport fournit aussi des renseignements généraux détaillés sur les dépenses fiscales, y compris les objectifs, les renseignements historiques et les renvois aux programmes des dépenses fédéraux connexes, ainsi que sur les évaluations fiscales, les rapports de recherche et les analyses comparatives entre les sexes plus. 🍁



# Coordonnées de l'organisation

Pour de plus amples renseignements sur les programmes et les services de SPAC, veuillez communiquer avec nous par l'entremise de la page [Demandes de renseignements généraux<sup>liii</sup>](#) de notre site Web.

Vous pouvez suivre SPAC sur [Facebook<sup>liv</sup>](#), [LinkedIn<sup>lv</sup>](#), [Twitter<sup>lvi</sup>](#) and [Instagram<sup>lvii</sup>](#). 🇨🇦



# Annexe : définitions

## **analyse comparative entre les sexes plus**

*(ACS Plus) (gender-based analysis plus [GBA Plus])*

Outil analytique qui permet de mettre en place des initiatives adaptées et inclusives et à comprendre comment les facteurs tels que le sexe, la race, l'origine nationale et ethnique, l'origine ou l'identité autochtone, l'âge, l'orientation sexuelle, les conditions socio-économiques, la géographie, la culture et l'invalidité peuvent avoir une incidence sur les expériences, et les résultats ainsi que l'accès aux programmes gouvernementaux et l'expérience de ceux-ci.

## **cadre ministériel des résultats**

*(departmental results framework)*

Cadre qui comprend les responsabilités essentielles du ministère, les résultats ministériels et les indicateurs de résultat ministériel.

## **cible** *(target)*

Niveau mesurable du rendement ou du succès qu'une organisation, un programme ou une initiative prévoit atteindre dans un délai précis. Une cible peut être quantitative ou qualitative.

## **crédit** *(appropriation)*

Autorisation donnée par le Parlement d'effectuer des paiements sur le Trésor.

## **dépenses budgétaires** *(budgetary expenditures)*

Dépenses de fonctionnement et en capital; paiements de transfert à d'autres ordres de gouvernement, à des organisations ou à des particuliers; et paiements à des sociétés d'État.

## **dépenses législatives** *(statutory expenditures)*

Dépenses approuvées par le Parlement à la suite de l'adoption d'une loi autre qu'une loi de crédits. La loi précise les fins auxquelles peuvent servir les dépenses et les conditions dans lesquelles elles peuvent être effectuées.

## **dépenses non budgétaires**

*(non-budgetary expenditures)*

Recettes et décaissements nets au titre de prêts, de placements et d'avances, qui modifient la composition des actifs financiers du gouvernement du Canada.

## **dépenses prévues** *(planned spending)*

En ce qui a trait aux plans ministériels et aux rapports sur les résultats ministériels, les dépenses prévues s'entendent des montants présentés dans le Budget principal des dépenses.

Un ministère est censé être au courant des autorisations qu'il a demandées et obtenues. La détermination des dépenses prévues relève du ministère, et ce dernier doit être en mesure de justifier les dépenses et les augmentations présentées dans son plan ministériel et son rapport sur les résultats ministériels.

## **dépenses votées** *(voted expenditures)*

Dépenses approuvées annuellement par le Parlement par une loi de crédits. Le libellé de chaque crédit énonce les conditions selon lesquelles les dépenses peuvent être effectuées.

**équivalent temps plein** (*full-time equivalent*)

Mesure utilisée pour représenter une année-personne complète d'un employé dans le budget ministériel. Les équivalents temps plein sont calculés par un rapport entre les heures de travail assignées et les heures normales de travail prévues. Les heures normales sont établies dans les conventions collectives.

**expérimentation** (*experimentation*)

Conduite d'activités explorant, mettant à l'essai et comparant les effets et les répercussions de politiques et d'interventions afin d'étayer la prise de décision et d'améliorer les résultats pour les Canadiens. L'expérimentation est liée à l'innovation, mais est distincte de celle-ci. L'innovation représente l'essai de quelque chose de nouveau, alors que l'expérimentation suppose une comparaison rigoureuse de résultats. Par exemple, le lancement d'une nouvelle application mobile pour communiquer avec les Canadiens peut être une innovation, mais l'essai systématique de la nouvelle application et la comparaison de celle-ci par rapport à un site Web existant ou à d'autres outils pour voir lequel permet de joindre le plus de personnes est une expérimentation.

**indicateur de résultat ministériel**

(*departmental result indicator*)

Facteur ou variable qui présente une façon valide et fiable de mesurer ou de décrire les progrès réalisés par rapport à un résultat ministériel.

**initiative horizontale** (*horizontal initiative*)

Initiative dans le cadre de laquelle deux organisations fédérales ou plus reçoivent

du financement dans le but d'atteindre un résultat commun, souvent associé à une priorité du gouvernement.

**plan** (*plan*)

Exposé des choix stratégiques qui montre comment une organisation entend réaliser ses priorités et obtenir les résultats connexes. De façon générale, un plan explique la logique qui sous-tend les stratégies retenues et tend à mettre l'accent sur des mesures qui se traduisent par des résultats attendus.

**plan ministériel** (*Departmental Plan*)

Document énonçant les priorités, les programmes, les résultats attendus et les ressources connexes requises d'un ministère sur une période de trois ans qui commence à l'exercice indiqué dans le titre du document. Les plans ministériels sont présentés au Parlement chaque printemps.

**priorités pangouvernementales**

(*government-wide priorities*)

Aux fins du Plan ministériel 2022 à 2023, les priorités pangouvernementales correspondent aux thèmes de haut niveau qui décrivent le programme du gouvernement énoncé dans le discours du Trône de 2021 : bâtir un présent et un avenir plus sains; faire croître la croissance d'une économie plus résiliente; mener une action climatique audacieuse; travailler plus fort pour rendre les collectivités sécuritaires, défendre la diversité et l'inclusion; avancer plus rapidement sur la voie de la réconciliation; lutter pour un monde plus sûr, plus juste et plus équitable.

**programme** (*program*)

Services et activités, pris séparément ou en groupe, ou une combinaison des deux, qui sont gérés ensemble au sein d'un ministère et qui portent sur un ensemble déterminé d'extrants, de résultats ou de niveaux de services.

**rapport sur les résultats ministériels**

(*Departmental Results Report*)

Présentation d'information sur le rendement réel d'un ministère au cours d'un exercice par rapport à ses plans, priorités et résultats attendus énoncés dans son plan ministériel pour cet exercice. Les rapports sur les résultats ministériels sont présentés au Parlement chaque automne.

**rendement** (*performance*)

Utilisation qu'une organisation a faite de ses ressources en vue d'obtenir ses résultats, mesure dans laquelle ces résultats se comparent à ceux que l'organisation souhaitait obtenir, et mesure dans laquelle les leçons apprises ont été cernées.

**répertoire des programmes** (*program inventory*)

Compilation de l'ensemble des programmes d'un ministère qui décrit la manière dont les ressources sont

organisées pour s'acquitter des responsabilités essentielles du ministère et atteindre ses résultats prévus.

**responsabilité essentielle** (*core responsibility*)

Fonction ou rôle permanent exercé par un ministère. Les intentions du ministère concernant une responsabilité essentielle se traduisent par un ou plusieurs résultats ministériels auxquels le ministère cherche à contribuer ou sur lesquels il veut avoir une influence.

**résultat** (*result*)

Conséquence externe attribuable en partie aux activités d'une organisation, d'une politique, d'un programme ou d'une initiative. Les résultats ne relèvent pas d'une organisation, d'une politique, d'un programme ou d'une initiative unique, mais ils s'inscrivent dans la sphère d'influence de l'organisation.

**résultat ministériel** (*departmental result*)

Changement qu'un ministère cherche à influencer. Un résultat ministériel échappe généralement au contrôle direct des ministères, mais il devrait être influencé par les résultats du niveau des programmes. 🍁



# Notes en fin d'ouvrage

- i Protection, Sécurité, Engagement, <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/organisation/politiques-normes/politique-defense-canada.html>
- ii Stratégie nationale de construction navale, <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/amd-dp/mer-sea/sncn-nss/index-fra.html>
- iii Protection, Sécurité, Engagement, <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/organisation/politiques-normes/politique-defense-canada.html>
- iv Stratégie nationale de construction navale, <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/amd-dp/mer-sea/sncn-nss/index-fra.html>
- v Stratégie nationale de construction navale, <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/amd-dp/mer-sea/sncn-nss/index-fra.html>
- vi Stratégie nationale de construction navale, <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/amd-dp/mer-sea/sncn-nss/index-fra.html>
- vii Objectifs de développement durable des Nations Unies, <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/>
- viii Protection, Sécurité, Engagement, <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/organisation/politiques-normes/politique-defense-canada.html>
- ix Stratégie nationale de construction navale, <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/amd-dp/mer-sea/sncn-nss/index-fra.html>
- x Initiative de soutien, <https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/avis-relatifs-aux-politiques/AP-118>
- xi InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html>
- xii InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html>
- xiii InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html>
- xiv InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-eng.html>
- xv InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html>

- xvi InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html>
- xvii InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html>
- xviii InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html>
- xix Objectifs de développement durable des Nations Unies, <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/>
- xx InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html>
- xxi InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html>
- xxii InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html>
- xxiii InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html>
- xxiv InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html>
- xxv InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html>
- xxvi InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html>
- xxvii InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html>
- xxviii InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html>
- xxix InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html>
- xxx InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html>
- xxxi InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html>
- xxxii InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html>
- xxxiii Budget principal des dépenses 2022-2023, <https://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor/services/depenses-prevues/plan-depenses-budget-principal.html>
- xxxiv État des résultats prospectif consolidé, <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/rapports-reports/index-fra.html>
- xxxv *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux*, <https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/P-38.2/>

- xxxvi *Loi sur Services partagés Canada*, <https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/S-8.9/>
- xxxvii *Loi sur la capitale nationale*, <https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/n-4/>
- xxxviii *Loi sur la Société canadienne des postes*, <https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/c-10/index.html>
- xxxix *Loi sur l'expropriation*, <https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/E-21/>
- xl *Loi sur la production de défense*, <https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/D-1/>
- xli *Loi sur l'administration des biens saisis*, <https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/D-1/>
- xlii *Loi sur les biens saisis de la Couronne*, <https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/S-27/>
- xliii *Loi sur la gestion des finances publiques*, <http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/f-11/>
- xliv Raison d'être, mandat et rôle, <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/rapports-reports/pm-dp/2022-2023/renseignements-information-fra.html#a2>
- xlv Lettre de mandat de la ministre, <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/rapports-reports/pm-dp/2022-2023/renseignements-information-fra.html#a3>
- xlvi Contexte opérationnel, <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/rapports-reports/pm-dp/2022-2023/renseignements-information-fra.html#a3>
- xlvii InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html>
- xlviii Renseignements sur les programmes de paiements de transfert de plus de 5 millions de dollars, <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/rapports-reports/pm-dp/2022-2023/ppt-tpp-fra.html>
- xlix Stratégie ministérielle de développement durable, <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/rapports-reports/smdd-dsds/smdd-dsds-2020-2023-fra.html>
- l Analyse comparative entre les sexes plus, <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/rapports-reports/pm-dp/2022-2023/acs-gba-fra.html>
- li Stratégie ministérielle de développement durable, <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/rapports-reports/smdd-dsds/smdd-dsds-2020-2023-fra.html>
- lii Rapport sur les dépenses fiscales fédérales, <https://www.canada.ca/fr/ministere-finances/services/publications/dépenses-fiscales.html>

- liii Demandes de renseignements généraux, <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/comm/cn-cu-fra.html>
- liv Facebook, <https://www.facebook.com/SPAC.PSPC>
- lv LinkedIn, <https://www.linkedin.com/company/pspc-spac/>
- lvi Twitter, [https://twitter.com/SPAC\\_PSPC](https://twitter.com/SPAC_PSPC)
- lvii Instagram, [https://www.instagram.com/pspc\\_spac/?hl=fr](https://www.instagram.com/pspc_spac/?hl=fr)